

SOS MÉDITERRANÉE

Dix années de lutte pour les réfugiés P. 10

VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 JUIN 2025 | N° 24217 | 2,90 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

I'Humanité

IRAN UN PEUPLE ENTRE DEUX FEUX

Bombardée par Israël, réprimée par Téhéran, la population iranienne témoigne d'une vie quotidienne entre peur et colère. Washington navigue à vue. Les voix de la paix semblent inaudibles. P. 2



ARI SHAI KHAROSH / POLARIS STAFF / AGE

L'Humanité / des débats

Histoire Jean-Paul Sartre, contemporain radical

Le philosophe et écrivain, penseur de l'existentialisme, est né le 21 juin 1905. Son œuvre fait écho aux luttes actuelles. P. 27

Entretien «Effacer toute histoire sociale est au cœur du trumpisme»

Le président étas-unien a lancé une offensive contre le savoir. Pour la politologue **Françoise Vergès**, cette stratégie repose sur le déni de l'histoire des États-Unis. P. 24

Agora À gauche, la fin justifie-t-elle les moyens ?

Olivier Pérou, journaliste et auteur. Roger Martelli, historien. Jean Quétier, docteur en philosophie et auteur. P. 20



ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Irresponsable

L'engrenage redoutable en train de se mettre en branle au Moyen-Orient rappelle le funeste enchaînement des événements ayant conduit à la seconde guerre du Golfe en mars 2003. À cette différence près que l'Iran de l'ayatollah Ali Khamenei n'est pas l'Irak dénucléarisé de Saddam Hussein. Les capacités de la République islamique tout comme l'imminence de sa menace atomique sont certes surestimées par Tel-Aviv et Washington pour servir de prétexte à sa guerre. Il n'en reste pas moins que l'Iran dispose d'un large complexe, officiellement utilisé à des fins civiles. Le bombardement des sites nucléaires pour mettre fin à leur détournement militaire fait courir le risque d'un cataclysme menaçant la région et le monde. **On se souvient que les tirs russes visant la centrale de Zaporijia, en Ukraine, ont mobilisé légitimement la communauté internationale, inquiète des conséquences potentielles des destructions.** Le danger des bombardements de sites sensibles en Iran étant rigoureusement le même, la position du président de la République française en est d'autant plus surprenante. À rebours de ses anciennes préventions, Emmanuel Macron s'est dit préoccupé du fait que les tirs israéliens « visent de plus en plus des objectifs sans lien avec le programme nucléaire et balistique iranien ». Faut-il

Le bombardement des sites nucléaires fait courir le risque d'un cataclysme.

en déduire que la France serait davantage rassurée si l'armée de Benyamin Netanyahu pilonnait sans relâche les centrales iraniennes ?

Croire que les tirs de pays « alliés » seraient par définition plus « responsables » que ceux de pays « adverses » pour la seule raison qu'ils viennent du « bon côté » des forces en présence relève de la fable la plus invraisemblable. Cibler des installations atomiques est parfaitement irresponsable, point final. L'Élysée dit souhaiter « la fin (des) opérations militaires » entre l'Iran et Israël, et le retour de « la négociation » : sages paroles, qui exigent cependant davantage que de la « préoccupation » face au bain de sang qui s'annonce, mais aussi devant la menace d'un « accident » de tir catastrophique dont personne ne peut aujourd'hui prédire l'ampleur et les retombées. ■



TÉMOIGNAGES

« Nous ne deviendrons pas un autre Gaza, un autre Liban »



Téhéran, le 15 juin. MIDDLE EAST IMAGES/ABACA

IRAN Au sein de la société, la peur le dispute à la colère contre Israël et contre le régime des mollahs, dont la politique est combattue. Prisonnières politiques, syndicalistes, féministes et artistes témoignent de leur quotidien, de leurs craintes et de leurs espoirs.

Dans le chaos généré par les coupures d'électricité, d'Internet et le manque de communication des autorités, les habitants de Téhéran tentent de fuir, sans trop savoir où aller. Beaucoup partent vers le nord, vers les rives de la mer Caspienne. Mais le carburant commence à faire défaut et dans cette ville de 10 millions d'habitants – plus de 16 millions si l'on prend en compte la zone métropolitaine – des dizaines de milliers de familles

sont prises au piège. « Peur, anxiété, colère, tristesse, désespoir : ce sont les réactions les plus naturelles en des temps comme ceux-ci. Ne faisons honte à personne de les exprimer », explique, dans un message qui a été transmis à *l'Humanité*, un metteur en scène de théâtre et de cinéma. Comme beaucoup, dont nous partageons les paroles ici, il préfère garder l'anonymat. « Garder espoir et passion pour la vie – sans banaliser la réalité de la guerre – est en soi un acte courageux. Et n'oublions pas : tous nos concitoyens n'ont pas les moyens de quitter leur ville ou leur pays. Chacun a le droit de choisir comment réagir à ces circonstances imposées, en fonction de ses ressources et de ses capacités. Nous nous protégerons, nous protégerons les uns et les autres, de toutes nos forces. Nous resterons humains », assure-t-il.

Une semaine s'est écoulée depuis le déclenchement de la guerre dite « préventive » d'Israël contre l'Iran. Une attaque que Benyamin Netanyahu présente comme menée pour empêcher ce pays de fabriquer des armes atomiques. Mais, plus les jours passent, plus ces explications s'avèrent être un leurre. Le premier ministre israélien veut tout à la fois sauver sa peau politique et mettre à genoux le dernier pays opposé aux ambitions régionales états-unies. Selon nos informations, les attaques israéliennes visent, outre les sites nucléaires, toutes les installations économiques, terminaux pétroliers ou entreprises vitales pour l'économie du pays. Mais, dans cet acharnement quotidien, les victimes sont d'abord civiles.

« CETTE AGGRESSION DOIT ÊTRE CONDAMNÉE »

En Iran, l'abattement des premiers jours, sans faire taire la peur, a fait place à la colère. Quis s'exprime d'abord et avant tout contre l'agression israélienne, sans nier la responsabilité du pouvoir en place. « Le fait que, depuis des décennies, les droits fondamentaux des citoyens iraniens soient bafoués. Le fait que nos revendications doivent être adressées à notre propre gouvernement, et que ce soit lui qui doive rendre des comptes. Le fait que ce soit la République islamique qui ait été la première à scandaler des slogans prônant l'anéantissement de l'autre camp... Rien de tout cela ne signifie que nous devons ignorer, taire ou justifier la violation de la souveraineté de notre patrie. Cette agression doit être condamnée, que nous soyons ici ou non », fait savoir un avocat spécialisé dans les droits humains à Téhéran.

Un groupe de femmes de Téhéran et de Karaj (à une trentaine de kilomètres de la capitale) a rendu publique une lettre dans laquelle elles dénoncent la politique « féminicide » du gouvernement iranien, qui « dépend de la répression du peuple et de sa présence dans les crises du Moyen-Orient. Son artère vitale est liée à la guerre, à la crise et à la répression, et la guerre est pour lui une bénédiction ». Elles soulignent qu'« un gouvernement fasciste et oppressif du même type que la République islamique, mais portant le nom d'Israël », impose une guerre.

« Bombarder et incendier Téhéran, attaquer des centrales électriques, des raffineries, des infrastructures et des habitations, ne diffère en rien des attaques du gouvernement de la République islamique contre les familles du Sistan-Baloutchistan et du Kurdistan. » Elles affirment également : « Nous ne nous laisserons pas transformer en un autre Gaza ou un autre Liban. Nous vous aiderons tous. » Femmes, Vie, Liberté vise à démanteler « toutes les forces réactionnaires et fascistes, nationales et étrangères, qui ont été et sont des obstacles à la libération, à l'égalité, à la justice et au bonheur des peuples ». Et leur lettre se termine par ces mots : « Sans leur guerre, nous combattrions de manière plus organisée, plus forte et plus déterminée ! »

« Maudite soit cette guerre dévastatrice. » C'est ainsi que Parastou Forouhar commence un texte écrit le 17 juin. La plasticienne iranienne, qui vit à Francfort, en Allemagne, est la fille de Dariush et Parvaneh Forouhar, soutiens et amis de

l'ancien premier ministre Mohammad Mossadegh, victime, en 1953, d'un coup d'État soutenu par le MI6 britannique et la CIA. Le couple Forouhar a été assassiné par des agents de la République islamique, en 1998. « Maudite soit la vaste et longue armée de l'agresseur Israël et de tous ses complices. Maudite soit la République islamique qui a entraîné l'Iran et notre peuple innocent dans cet abattoir. Maudits soient les slogans creux et déchirés qui masquent la sinistre réalité de la guerre et ses traces sanglantes sur les corps de personnes sans défense », exprime Parastou Forouhar dans un cri.

« TÉHÉRAN EST DÉSERTÉ. PLUS DÉSERTÉ QUE JAMAIS »

C'est un cri que poussent aussi quatre femmes, quatre prisonnières du fond de leur cellule de la prison d'Evin. Pour l'heure, ce n'est pas de leurs conditions de détention dont elles veulent parler. « La libération du peuple iranien de la dictature qui règne sur le pays est possible grâce à la lutte des masses et en recourant aux forces sociales, et non en nous rapprochant de puissances étrangères ou en plaçant nos espoirs en elles », font savoir Reyhaneh Ansari, syndicaliste, Sakineh Parvaneh, militante kurde, Varisheh Moradi (Kurde engagée dans les combats pour les droits des femmes et condamnée à mort) et Golrokhs Iraee (écrivaine défenseure des droits humains). Analysant la situation régionale, elles rappellent que « la destruction des infrastructures syriennes après le renversement d'Assad et la répétition de la même méthode en Iran témoignent de la volonté d'Israël de voir le Moyen-Orient affaibli et dominé. Cela suggère que, dans la nouvelle configuration du Moyen-Orient, un système acceptant sans condition l'autorité israélienne sur la région peut survivre ».

Un certain nombre d'organisations professionnelles, dont le syndicat des travailleurs de la compagnie de transports en commun de Téhéran et agglomérations (Vahed) et celui des travailleurs de la canne à sucre de Haft-Tappeh, font savoir que « les travailleurs et les opprimés du pays sont à juste titre en colère et détestent le régime de la République islamique », tout en ajoutant : « Les attaques militaires d'Israël et le bombardement de centaines de cibles dans différentes régions d'Iran, dont les infrastructures, les lieux de travail, les raffineries et les zones résidentielles, font partie d'un projet belliciste dont les citoyens ordinaires, en particulier les travailleurs, payent le prix. » Ces organisations

sont pour la plupart interdites ou réprimées et leurs cadres emprisonnés par le pouvoir. « La guerre entre un régime fasciste fondé sur l'occupation et le génocide et un gouvernement fondé sur le sang versé par les opposants et les combattants de la liberté non seulement détruit la vie des populations, mais interrompt aussi, voire retarde, des années de lutte pour la liberté et l'égalité », s'émeut l'Association des écrivains iraniens. Les forces de gauche, du parti Toudeh (communiste) aux fedayin, majoritaires et minoritaires, tiennent le même langage contre la guerre mais sans concession pour les tenants du régime islamique.

Seuls les nostalgiques du chah se félicitent des bombardements israéliens et appellent les Iraniens à se soulever. Un appel qui risque fort d'être couvert par le bruit des missiles qui s'abattent sur le pays. Si le rejet de la République islamique est acquis au sein de la population, un retour à la royauté est tout aussi inenvisageable.

« Téhéran est déserte. Plus déserte que jamais. On dirait une quarantaine pour cause de coronavirus. Peut-être la moitié de la population est partie. Le reste est chez lui », note sur son compte Facebook Hassan Mortazavi, traducteur en persan du Capital de Karl Marx. Il termine ainsi son message : « Alors que j'écrivais ce billet, les bombardements ont commencé. Des bruits terrifiants. Des tirs de barrage et des tirs antiaériens. Un non catégorique à la guerre. » C'était le 18 juin. ■

PIERRE BARBANCEY

Après une semaine de guerre, dans quel état d'esprit se trouve la population iranienne ? Les Iraniens sont en état de choc. Même si Netanyahu prétend cibler des sites nucléaires et militaires, la majorité des victimes sont des civils. Les attaques contre des objectifs non militaires, comme des réservoirs d'eau ou la place Tajrish, au nord de Téhéran, sont incompréhensibles pour la population. Comment l'armée israélienne peut-elle prétendre viser précisément des chefs militaires dans des tours de 20 ou 30 étages ? C'est la même méthode qu'à Gaza où, sous prétexte de viser les chefs du Hamas, le gouvernement israélien tue des civils et leur en impute même la responsabilité, juste parce qu'ils sont là...

La colère des Iraniens s'adresse aussi au régime islamique, quasiment absent. Les civils ne disposent pas d'abris pour se protéger des bombardements, pas plus que d'une quelconque protection, ni à Téhéran ni ailleurs en Iran. Certes, sur les 19 millions d'habitants du Grand Téhéran, certains parviennent à fuir. Mais il faut une voiture, de l'essence, un point de chute dans les territoires encore épargnés. À 200 kilomètres au nord de Téhéran, la région de la mer Caspienne est d'ores et déjà totalement investie par des tentes, plantées au bord de l'eau. Qui peut accueillir autant de réfugiés de guerre si précipitamment ?

La population a le sentiment d'être complètement piégée.

Le régime islamique est profondément impopulaire. Dans ce contexte, assiste-t-on à une tension au sein de la population iranienne, entre le rejet du régime et un sentiment patriotique face à l'agression israélienne ?

Les sentiments patriotiques sont bien présents. La population fait clairement la distinction entre l'amour du pays et le rejet

du régime islamique. Ce sont deux choses totalement différentes. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses voix s'élèvent contre le régime et l'agression israélienne menaçant la souveraineté de l'Iran. Le mercredi 18 juin, le guide suprême Ali Khamenei a pris la parole pour affirmer que l'Iran ne se rendra jamais. Il ne pense pas une seconde aux conséquences des bombardements sur les civils. Il refusera tout compromis, dans d'éventuelles négociations avec Trump, qui pourraient épargner le peuple iranien.

Le choix de privilégier le programme nucléaire, au détriment des besoins économiques et sociaux du pays, suscite-t-il des critiques ?

Le programme nucléaire iranien est très contesté, y compris à l'intérieur du pays. Beaucoup d'Iraniens se demandent si cela valait la peine d'être exposés au risqué d'une guerre et de subir les conséquences de sanctions économiques pour atteindre l'enrichissement de l'uranium à 60 %. C'est précisément la nature jugée suspecte du programme qui a poussé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la troïka européenne France, Allemagne, Royaume-Uni à condamner l'Iran. Ceci dit, il faut rappeler que tous les services de renseignements, y compris américains, et les experts internationaux sont unanimes. Il n'y a pas de preuves qui attesteraient que l'Iran à l'intention d'utiliser son programme nucléaire à des fins militaires. Dans un tel contexte, rien

« Israël semble avoir besoin d'un ennemi extérieur. Après le Hezbollah, et le Hamas, c'est maintenant l'Iran. »

ne justifie l'attaque de Netanyahu contre l'Iran, si ce n'est sa volonté de masquer les contestations de la société iranienne, de détourner les regards de Gaza, et de torpiller les négociations entre l'Iran et les États-Unis. Israël semble avoir besoin d'un ennemi extérieur. Après avoir ciblé le Hezbollah, puis le Hamas, c'est maintenant directement à l'Iran que Netanyahu s'en prend. Les Iraniens ne sont pas dupes.

Le régime iranien instrumentalise la guerre pour resserrer son emprise sur l'opposition. Comment cette répression se manifeste-t-elle concrètement ?

L'appareil sécuritaire du régime continue de réprimer toute forme d'opposition. Pas plus tard que mardi, un journaliste d'un quotidien



Le 18 juin, le guide suprême Ali Khamenei s'exprimait à la télévision iranienne suite aux menaces de Donald Trump. ARASH KHAMOOSH/POLARIS/STARFACE

réformiste, Sharq, a été arrêté après un reportage dans les quartiers détruits par les frappes israéliennes. On l'avait cru mort dans un bombardement. Les arrestations de militantes des droits des femmes continuent. À cela s'ajoutent celles d'une vingtaine de personnes accusées, sans preuve, d'espionnage pour Israël. Dans les grandes villes, la société civile est directement visée par les bombardements israéliens. Ils n'ont plus les mêmes moyens de contestation.

Certains responsables occidentaux espèrent un changement de régime. Est-ce un scénario possible, notamment en s'appuyant sur l'opposition ?

L'opposition en Iran est très déstructurée. Une partie des responsables syndicaux indépendants sont emprisonnés, quels que soient leurs secteurs : ouvriers, enseignants, routiers, qui étaient d'ailleurs récemment en grève. Le régime islamique a méthodiquement affaibli une bonne partie de la société civile, afin d'empêcher l'émergence d'une opposition organisée. Quant à la diaspora iranienne, elle est extrêmement divisée et les attaques israéliennes l'ont renforcée. Reza Pahlavi, le fils du chah, pro-Netanyahu, a carrément applaudis les attaques contre son pays. Il a définitivement perdu le peu de popularité qu'il lui restait en Iran. L'opposition monarchiste, très minoritaire, défilait pendant les actes génocidaires commis par le gouvernement Netanyahu à Gaza, en portant le drapeau israélien. Il existe des liens évidents entre Reza Pahlavi et certains responsables israéliens.

Les moudjahidines du peuple, qui constituent la force la plus puissante et la mieux organisée de la diaspora, restent très décriés en Iran, notamment pour avoir soutenu Saddam Hussein pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980. Ils ne comprennent pas que les Iraniens qui

contestent le régime ne sont pas contre leur pays et refusent toute ingérence étrangère.

Assiste-t-on à une réelle fuite en avant ?

Les conventions internationales interdisent d'attaquer des sites nucléaires. C'est illégal. Sauf s'ils présentent une menace immédiate pour un autre pays, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. Il faut stopper cette fuite en avant. Les attaques soi-disant préventives de Netanyahu ont été contre-productives à tous les niveaux. Emmanuel Macron semble prendre conscience que le régime islamique d'Iran ne sera pas renversé par l'attaque israélienne et qu'il n'existe pas d'alternative politique sérieuse pour succéder à ce régime. Ce serait le chaos dans le pays, qui entraînerait une déstabilisation régionale. Pourquoi soutenir cet aventurisme dangereux, celui d'un criminel de guerre comme Netanyahu ? On constate aujourd'hui l'impunité totale dont il bénéfie. Depuis plusieurs années, le gouvernement israélien déroule un plan régional qui va clairement à l'encontre des intérêts mêmes de la population israélienne.

L'autre inconnue reste l'attitude américaine. À quoi, selon vous, joue Donald Trump ?

Le président des États-Unis a tendance à changer de position régulièrement. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas d'unanimité des Américains en faveur d'une entrée en guerre aux côtés d'Israël contre l'Iran. Maintenant, est-ce que Donald Trump acceptera de fournir des bombardiers B2 à Israël, afin qu'ils puissent frapper en profondeur les sites nucléaires de Fordo, de Natanz et d'Ispahan ? C'est, en réalité, ce qui m'inquiète. Les régions du centre de l'Iran seraient dévastées. Ce serait bien pire que Tchernobyl, avec des conséquences économiques et environnementales catastrophiques pour l'Iran. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE PENIN



AZADEH KIAN
Sociologue franco-iranienne et directrice du Centre d'enseignement, de documentation et de recherches pour les études féministes de l'université Paris-Cité

URGENCE pour l'Humanité



JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

€

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,
5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

«Personne ne sait ce que je vais faire.» Cela pourrait être du Donald Trump fanfaron autant que d'habitude, jouant avec le fait qu'il détient la clé de telle ou telle décision, savourant son pouvoir «maximus». En fait, en répondant, mercredi, à quelques journalistes sur la pelouse de la Maison-Blanche, c'est un Trump désemparé qui parlait : lui-même ne sait sans doute pas ce qu'il va faire. Si le président n'aime rien tant qu'occuper le centre du ring médiatico-politique, le voilà dans la position qu'il déteste le plus : acculé dans un coin. Benyamin Netanyahu l'y a placé de fait. Mais l'hôte de la Maison-Blanche a participé à son propre piège en exigeant de l'Iran une «capitulation sans conditions». Désormais, soit il donnera l'impression de reculer, soit il devra franchir un pas dans l'engrenage déclenché par le premier ministre israélien et lancer la puissance militaire américaine au Moyen-Orient, une nouvelle fois, vingt-deux ans après l'invasion de l'Irak par George W. Bush.

IL APPARTIENT AU CONGRÈS DE DÉCLARER LA GUERRE

Ce n'est pas une affaire de conscience pour Donald Trump, mais un sujet politique, partisan même. Sa décision risque de fracturer durablement la coalition républicaine. Elle se déchire déjà ouvertement, comme le résume une scène inimaginable il y a quelques mois. Elle oppose Ted Cruz à Tucker Carlson, deux fidèles parmi les fidèles. Le premier, sénateur du Texas, est un «faucon», à l'instar du secrétaire d'État, Marco Rubio. Le second, ancien journaliste de Fox News, voix très écoutée par la base Maga (Make America Great Again), incarne cette frange trumpiste qui rejette les interventions militaires. Lors d'une interview, l'affrontement entre ces deux figures ultraconservatrices s'est déroulé à couteaux tirés. Le second demande au premier combien l'Iran compte d'habitants. L'élu ne sait pas. «Vous ne connaissez pas le nombre d'habitants d'un pays que vous cherchez à renverser?» hoquette Tucker Carlson. «Je ne passe pas mon temps à mémoriser les tableaux des populations», se défend Ted Cruz, dont le chemin de croix se poursuit pendant plus d'une minute, avec une ultime banderille de l'ancienne vedette de la chaîne ultraconservatrice : «Dites-moi comment ça va se jouer, dans un pays de 90 millions d'habitants. Est-ce que vous avez bien réfléchi? Est-ce que ça vous importe? La réponse est non.» Steve Bannon, l'idéologue d'extrême droite qui a dirigé la première campagne victorieuse de Donald Trump, se trouve également sur la ligne originelle de l'America First, donnant du poids au bloc «isolationniste» face au substrat «néoconservateur» qui demeure au sein du Grand Old Party (surnom du Parti républicain).

Les divergences qui s'étalement publiquement pourraient se transformer en «schisme».



Le 16 juin, le président américain à bord de l'Air Force One lors de son départ précipité du sommet du G7 au Canada. BRENDAN SMIALOWSKI / AFP

Mais Donald Trump doit prendre en considération un troisième bloc, sans doute le plus important : les chrétiens évangéliques blancs. Ils forment à la fois la matrice du lobby pro-Israël aux États-Unis et le socle électoral du Parti républicain (80 % d'entre eux ont voté Trump). Figure de la droite religieuse, Mike Huckabee, ambassadeur des États-Unis en Israël, totalement aligné sur les menées de Benyamin Netanyahu, s'est dit certain que le président américain entendrait «la voix de Dieu», qui serait «bien plus importante que (...) celle de quiconque». Une façon d'appeler Donald Trump à engager le feu américain, sans toutefois donner l'impression de l'y contraindre. Mais finalement, c'est peut-être la voix du Congrès qui sera la plus importante

de toutes. Thomas Massie, élu républicain ultraconservateur du Kentucky, a déposé avec Ro Khanna, député progressiste de Californie, une résolution dont le vote «empêcherait l'implication américaine dans la guerre Israël-Iran». Les juristes sont unanimes : il appartient au Congrès de déclarer une guerre. L'Aipac (American Israel Public Affairs Committee), le groupe de pression pro-Israël le plus influent à Washington, l'a tellement intégré qu'il a lancé, selon the Prospect et Drop Site News, une offensive à Capitol Hill en direction des... démocrates. Signe que l'unité des républicains, majoritaires dans les deux Chambres, est considérée comme une cause perdue.

Les divergences qui s'étalement désormais publiquement pourraient même se transformer en «schisme», a alerté Charlie Kirk, fondateur de l'organisation d'extrême droite Turning Point USA, étoile montante de la

constellation trumpiste. Déjà, au sein de l'administration, les brèches se sont élargies au point que Tulsi Gabbard, la directrice du renseignement national, a été mise sur la touche. Le 26 mars, devant une commission de la Chambre des représentants, elle déclarait que l'Iran «ne construit pas d'arme nucléaire et (que) le guide suprême Khamenei n'a pas autorisé le programme d'armes nucléaires qu'il avait suspendu en 2003», invalidant ainsi l'argument principal de Benyamin Netanyahu, sur lequel pourrait s'appuyer Donald Trump pour prendre le contre-pied de son propre discours d'investiture. Il y disait alors que son succès serait «mesuré non seulement par les batailles (qu'il) remport(era), mais aussi les guerres (qu'il) achève(rait), et, peut-être encore plus significativement, les guerres dans lesquelles (il ne s')engage(rait) jamais». ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

«Personne ne sait ce que je vais faire.» Cela pourrait être du Donald Trump fanfaron autant que d'habitude, jouant avec le fait qu'il détient la clé de telle ou telle décision, savourant son pouvoir «maximus». En fait, en répondant, mercredi, à quelques journalistes sur la pelouse de la Maison-Blanche, c'est un Trump désemparé qui parlait : lui-même ne sait sans doute pas ce qu'il va faire. Si le président n'aime rien tant qu'occuper le centre du ring médiatico-politique, le voilà dans la position qu'il déteste le plus : acculé dans un coin. Benyamin Netanyahu l'y a placé de fait. Mais l'hôte de la Maison-Blanche a participé à son propre piège en exigeant de l'Iran une «capitulation sans conditions». Désormais, soit il donnera l'impression de reculer, soit il devra franchir un pas dans l'engrenage déclenché par le premier ministre israélien et lancer la puissance militaire américaine au Moyen-Orient, une nouvelle fois, vingt-deux ans après l'invasion de l'Irak par George W. Bush.

IL APPARTIENT AU CONGRÈS DE DÉCLARER LA GUERRE

Ce n'est pas une affaire de conscience pour Donald Trump, mais un sujet politique, partisan même. Sa décision risque de fracturer durablement la coalition républicaine. Elle se déchire déjà ouvertement, comme le résume une scène inimaginable il y a quelques mois. Elle oppose Ted Cruz à Tucker Carlson, deux fidèles parmi les fidèles. Le premier, sénateur du Texas, est un «faucon», à l'instar du secrétaire d'État, Marco Rubio. Le second, ancien journaliste de Fox News, voix très écoutée par la base Maga (Make America Great Again), incarne cette frange trumpiste qui rejette les interventions militaires. Lors d'une interview, l'affrontement entre ces deux figures ultraconservatrices s'est déroulé à couteaux tirés. Le second demande au premier combien l'Iran compte d'habitants. L'élu ne sait pas. «Vous ne connaissez pas le nombre d'habitants d'un pays que vous cherchez à renverser?» hoquette Tucker Carlson. «Je ne passe pas mon temps à mémoriser les tableaux des populations», se défend Ted Cruz, dont le chemin de croix se poursuit pendant plus d'une minute, avec une ultime banderille de l'ancienne vedette de la chaîne ultraconservatrice : «Dites-moi comment ça va se jouer, dans un pays de 90 millions d'habitants. Est-ce que vous avez bien réfléchi? Est-ce que ça vous importe? La réponse est non.» Steve Bannon, l'idéologue d'extrême droite qui a dirigé la première campagne victorieuse de Donald Trump, se trouve également sur la ligne originelle de l'America First, donnant du poids au bloc «isolationniste» face au substrat «néoconservateur» qui demeure au sein du Grand Old Party (surnom du Parti républicain).

Les divergences qui s'étalement publiquement pourraient se transformer en «schisme».



Le 16 juin, le président américain à bord de l'Air Force One lors de son départ précipité du sommet du G7 au Canada. BRENDAN SMIALOWSKI / AFP

Mais Donald Trump doit prendre en considération un troisième bloc, sans doute le plus important : les chrétiens évangéliques blancs. Ils forment à la fois la matrice du lobby pro-Israël aux États-Unis et le socle électoral du Parti républicain (80 % d'entre eux ont voté Trump). Figure de la droite religieuse, Mike Huckabee, ambassadeur des États-Unis en Israël, totalement aligné sur les menées de Benyamin Netanyahu, s'est dit certain que le président américain entendrait «la voix de Dieu», qui serait «bien plus importante que (...) celle de quiconque». Une façon d'appeler Donald Trump à engager le feu américain, sans toutefois donner l'impression de l'y contraindre. Mais finalement, c'est peut-être la voix du Congrès qui sera la plus importante

de toutes. Thomas Massie, élu républicain ultraconservateur du Kentucky, a déposé avec Ro Khanna, député progressiste de Californie, une résolution dont le vote «empêcherait l'implication américaine dans la guerre Israël-Iran». Les juristes sont unanimes : il appartient au Congrès de déclarer une guerre. L'Aipac (American Israel Public Affairs Committee), le groupe de pression pro-Israël le plus influent à Washington, l'a tellement intégré qu'il a lancé, selon the Prospect et Drop Site News, une offensive à Capitol Hill en direction des... démocrates. Signe que l'unité des républicains, majoritaires dans les deux Chambres, est considérée comme une cause perdue.

Les divergences qui s'étalement désormais publiquement pourraient même se transformer en «schisme», a alerté Charlie Kirk, fondateur de l'organisation d'extrême droite Turning Point USA, étoile montante de la

constellation trumpiste. Déjà, au sein de l'administration, les brèches se sont élargies au point que Tulsi Gabbard, la directrice du renseignement national, a été mise sur la touche. Le 26 mars, devant une commission de la Chambre des représentants, elle déclarait que l'Iran «ne construit pas d'arme nucléaire et (que) le guide suprême Khamenei n'a pas autorisé le programme d'armes nucléaires qu'il avait suspendu en 2003», invalidant ainsi l'argument principal de Benyamin Netanyahu, sur lequel pourrait s'appuyer Donald Trump pour prendre le contre-pied de son propre discours d'investiture. Il y disait alors que son succès serait «mesuré non seulement par les batailles (qu'il) remport(era), mais aussi les guerres (qu'il) achève(rait), et, peut-être encore plus significativement, les guerres dans lesquelles (il ne s')engage(rait) jamais». ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

«Personne ne sait ce que je vais faire.» Cela pourrait être du Donald Trump fanfaron autant que d'habitude, jouant avec le fait qu'il détient la clé de telle ou telle décision, savourant son pouvoir «maximus». En fait, en répondant, mercredi, à quelques journalistes sur la pelouse de la Maison-Blanche, c'est un Trump désemparé qui parlait : lui-même ne sait sans doute pas ce qu'il va faire. Si le président n'aime rien tant qu'occuper le centre du ring médiatico-politique, le voilà dans la position qu'il déteste le plus : acculé dans un coin. Benyamin Netanyahu l'y a placé de fait. Mais l'hôte de la Maison-Blanche a participé à son propre piège en exigeant de l'Iran une «capitulation sans conditions». Désormais, soit il donnera l'impression de reculer, soit il devra franchir un pas dans l'engrenage déclenché par le premier ministre israélien et lancer la puissance militaire américaine au Moyen-Orient, une nouvelle fois, vingt-deux ans après l'invasion de l'Irak par George W. Bush.

IL APPARTIENT AU CONGRÈS DE DÉCLARER LA GUERRE

Ce n'est pas une affaire de conscience pour Donald Trump, mais un sujet politique, partisan même. Sa décision risque de fracturer durablement la coalition républicaine. Elle se déchire déjà ouvertement, comme le résume une scène inimaginable il y a quelques mois. Elle oppose Ted Cruz à Tucker Carlson, deux fidèles parmi les fidèles. Le premier, sénateur du Texas, est un «faucon», à l'instar du secrétaire d'État, Marco Rubio. Le second, ancien journaliste de Fox News, voix très écoutée par la base Maga (Make America Great Again), incarne cette frange trumpiste qui rejette les interventions militaires. Lors d'une interview, l'affrontement entre ces deux figures ultraconservatrices s'est déroulé à couteaux tirés. Le second demande au premier combien l'Iran compte d'habitants. L'élu ne sait pas. «Vous ne connaissez pas le nombre d'habitants d'un pays que vous cherchez à renverser?» hoquette Tucker Carlson. «Je ne passe pas mon temps à mémoriser les tableaux des populations», se défend Ted Cruz, dont le chemin de croix se poursuit pendant plus d'une minute, avec une ultime banderille de l'ancienne vedette de la chaîne ultraconservatrice : «Dites-moi comment ça va se jouer, dans un pays de 90 millions d'habitants. Est-ce que vous avez bien réfléchi? Est-ce que ça vous importe? La réponse est non.» Steve Bannon, l'idéologue d'extrême droite qui a dirigé la première campagne victorieuse de Donald Trump, se trouve également sur la ligne originelle de l'America First, donnant du poids au bloc «isolationniste» face au substrat «néoconservateur» qui demeure au sein du Grand Old Party (surnom du Parti républicain).

Les divergences qui s'étalement publiquement pourraient se transformer en «schisme».



Le 16 juin, le président américain à bord de l'Air Force One lors de son départ précipité du sommet du G7 au Canada. BRENDAN SMIALOWSKI / AFP

Mais Donald Trump doit prendre en considération un troisième bloc, sans doute le plus important : les chrétiens évangéliques blancs. Ils forment à la fois la matrice du lobby pro-Israël aux États-Unis et le socle électoral du Parti républicain (80 % d'entre eux ont voté Trump). Figure de la droite religieuse, Mike Huckabee, ambassadeur des États-Unis en Israël, totalement aligné sur les menées de Benyamin Netanyahu, s'est dit certain que le président américain entendrait «la voix de Dieu», qui serait «bien plus importante que (...) celle de quiconque». Une façon d'appeler Donald Trump à engager le feu américain, sans toutefois donner l'impression de l'y contraindre. Mais finalement, c'est peut-être la voix du Congrès qui sera la plus importante

de toutes. Thomas Massie, élu républicain ultraconservateur du Kentucky, a déposé avec Ro Khanna, député progressiste de Californie, une résolution dont le vote «empêcherait l'implication américaine dans la guerre Israël-Iran». Les juristes sont unanimes : il appartient au Congrès de déclarer une guerre. L'Aipac (American Israel Public Affairs Committee), le groupe de pression pro-Israël le plus influent à Washington, l'a tellement intégré qu'il a lancé, selon the Prospect et Drop Site News, une offensive à Capitol Hill en direction des... démocrates. Signe que l'unité des républicains, majoritaires dans les deux Chambres, est considérée comme une cause perdue.

Les divergences qui s'étalement désormais publiquement pourraient même se transformer en «schisme», a alerté Charlie Kirk, fondateur de l'organisation d'extrême droite Turning Point USA, étoile montante de la

constellation trumpiste. Déjà, au sein de l'administration, les brèches se sont élargies au point que Tulsi Gabbard, la directrice du renseignement national, a été mise sur la touche. Le 26 mars, devant une commission de la Chambre des représentants, elle déclarait que l'Iran «ne construit pas d'arme nucléaire et (que) le guide suprême Khamenei n'a pas autorisé le programme d'armes nucléaires qu'il avait suspendu en 2003», invalidant ainsi l'argument principal de Benyamin Netanyahu, sur lequel pourrait s'appuyer Donald Trump pour prendre le contre-pied de son propre discours d'investiture. Il y disait alors que son succès serait «mesuré non seulement par les batailles (qu'il) remport(era), mais aussi les guerres (qu'il) achève(rait), et, peut-être encore plus significativement, les guerres dans lesquelles (il ne s')engage(rait) jamais». ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

Finances, le député LFI Éric Coquerel relève qu'interrogés sur leurs futurs besoins budgétaires les ministères ont presque tous fait remonter des demandes d'augmentation de dépenses et de recrutements. Dans le camp libéral, une année blanche fait aussi l'objet de critiques du fait de l'absence de choix identifiés. Le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, a, dans un entretien à Radio J, le 8 juin, mis en garde contre une mesure qui ne fonctionne qu'une année, indiquant préférer « *une approche structurelle, celle qui réforme les politiques publiques, plus qu'à n'importe quelle forme de rabot* ».

OBJECTIF : 40 MILLIARDS D'EUROS D'ÉCONOMIES

Appliquée, la mesure ferait évidemment mal aux services publics. « *Sur l'école, comment vont-ils faire sans augmentation de dépenses ? Sur le service de la dette, comment vont-ils faire ? Et si cela concerne toutes les dépenses publiques, il est impossible d'avoir un objectif de dépenses de l'assurance-maladie (Ondam) gelé* », s'inquiète le député PCF Nicolas Sansu. En effet, les prix des médicaments augmentent et la population vieillit. Cette proposition d'orthodoxie budgétaire est donc avant tout « *l'illustration d'un gouvernement qui essaie tant bien que mal de durer, de trouver des compromis mous pour ne pas avoir à assumer la politique de l'offre qui le rend incapable de régler les questions financières* », attaque la sénatrice Ghislaine Senée, qui fait allusion aux 200 milliards d'euros d'aide aux entreprises par an ; le plus gros poste de dépense de l'État.

En réalité, si cette question apparaît dans le débat, c'est que la Macronie « ne veut pas toucher à l'architecture

fiscale du pays », estime Nicolas Sansu, qui souhaite « mettre à contribution les patrimoines ». Le refus de faire payer les riches et les grandes entreprises a déjà été observé lors de l'examen du budget 2025, à l'automne dernier : la gauche avait fait adopter des amendements qui auraient pu engranger plus de 50 milliards d'euros de recettes supplémentaires. Au terme des débats, la Macronie avait joint ses voix à celles de l'extrême droite pour rejeter la partie recettes du budget telle qu'amendée. Autre illustration : le 12 juin, la droite sénatoriale a refusé d'adopter une « taxe Zucman », une disposition qui s'assure que les plus riches s'acquittent d'impôts au moins équivalents à 2 % de leur patrimoine.

Le débat sur l'année blanche prépare de plus les esprits à un projet de loi de finances 2026 austéritaire, qui sera examiné à l'automne. « Cela montre que, chez les macro-nistes, on ne sait pas comment atteindre l'objectif de 40 milliards d'euros d'économies. Une semaine est proposée la TVA sociale, une autre une année blanche », souligne Éric Coquerel.

Pas question, pour le gouvernement, de déroger à cet objectif. Le premier ministre, François Bayrou, devrait présenter en juillet ses propositions pour réaliser 40 milliards d'euros de coupes budgétaires en 2026, afin d'atteindre en 2029 l'objectif

d'un déficit conforme aux engagements européens : 3 % du PIB. Depuis une semaine, il a un nouvel allié dans ce combat. Le monsieur Économie du RN, Jean-Philippe Tangy, a présenté le 10 juin un plan pour faire revenir le déficit public à 3 % du PIB. Lui aussi sans faire payer ni les riches ni les grands groupes. ■

GAËL DE SANTIS

Le Sénat vote pour le non-consentement

VIOLENCES SEXUELLES

AGGRESSIONS SEXUELLES La notion de non-consentement a été actée, mercredi 18 juin en soirée, à l'unanimité par le Sénat (323 votes pour et 18 abstentions) dans la nouvelle définition pénale du viol et des agressions sexuelles. Ce texte était porté par les députées Véronique Riotton (Renaissance) et Marie-Charlotte Garin (les Écologistes), alors que d'autres propositions issues de l'Assemblée nationale ou du Sénat avaient jusqu'ici échoué à introduire ce principe.

Jusqu'ici échoue à introduire ce principe. « *Le consentement est libre et éclairé, spécifique, préalable et révocable* », est-il précisé dans la proposition de loi, et « *ne peut être déduit du seul silence ou de la seule absence de réaction de la victime* ». Ces nouveaux articles viennent compléter la définition antérieure contenue dans l'actuel Code pénal, qui qualifie de viol « *tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, ou tout acte bucco-génital commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur par violence, contrainte, menace ou surprise* ». Le texte a cependant évolué entre le vote des deux Chambres et devra donc être présenté en commission mixte paritaire, regroupant sept députés et sept sénateurs. Il pourra être définitivement adopté à l'Assemblée nationale à l'automne. ■

K. J.

DU 4 AU 6 JUILLET 2025 AU PARC GEORGES VALBON - LA COURNEUVE

MULTITUDE LA BIENNALE DE LA SEINE-Saint-Denis

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

**FIANSO · KEBLACK · VITAA
FAADA FREDDY AVEC LA CITÉ DES MARMOTS
STAND-UP MARRAINÉ PAR
SHIRLEY SOUAGNON · SOA DE MUSE
DIVERTIMENTO ET ZAHIA ZIOUANI
DANYL · MO'KALAMITY · WAÏV · MICKAËLLE LESLIE**

L'attribution par la loi de l'aide / Département de la Santé-Santé-Développement de la communauté / Section de la promotion / Section de la communication / Direction de la communication / Section de la promotion de l'entrepreneuriat / 2025

MULTITUDE



À découvrir sur :
multitude.seinesaintdenis.fr



Cofinancé par
l'Union européenne

le19M

radio
nova

DURE VIE



C'était une affaire qui roule. Suffisamment pour faire vivre son épouse et ses deux enfants. Grâce à un oncle, Neerav (le prénom a été changé) a pu ouvrir un café au Bangladesh. L'oncle en question, d'un parti d'opposition, est retrouvé mort, poignardé. Le café de Neerav est brûlé. Menacé de mort à son tour, le jeune homme de 32 ans n'a pas d'autre issue que la fuite qui passe par la Libye, où il est enlevé et torturé. Parce qu'il n'avait pas d'argent à donner à ses bourreaux, il sera embarqué de force sur un bateau en bois surchargé, enfermé dans la cale où l'air est saturé de vapeur et de carburant. « Nous ne pouvions plus respirer. J'ai vomi 32 fois. Un garçon à côté de moi a eu les jambes brûlées par le carburant du bateau qui s'était mélangé à l'eau de mer. Sa peau se détachait. » Neerav perd connaissance. « Quand on m'a sorti de la cale, j'étais si faible que je ne pouvais pas marcher. Mais j'ai compris que nous allions être secourus. Je n'arrivais pas à y croire », raconte-t-il encore. Le 6 novembre 2024, il sera sauvé ainsi que 139 autres personnes par l'*Ocean Viking*, le navire humanitaire de l'association SOS Méditerranée. À bord, chacun compte. Il faut vite donner les premiers secours, distribuer la nourriture. Et prendre le temps d'écouter. Des récits singuliers. Tous bouleversants. Comme celui de Neerav.

Ce 20 juin, Journée mondiale du Réfugié, SOS Méditerranée célèbre son 10^e anniversaire. Une décennie d'engagement citoyen pour sauver des vies en mer. D'abord grâce au navire *l'Aquarius* (2016–2018), puis *l'Ocean Viking* (2019 à aujourd'hui). Les chiffres, implacables, en disent long. Depuis 2016, 42 381 personnes de 44 nationalités différentes, dont 14 % de femmes et 24 % de moins de 18 ans, ont été secourues. Six bébés sont nés à bord et 641 enfants avaient moins de 5 ans. Mais la Méditerranée reste la route migratoire la plus mortelle, avec 32 000 décès recensés depuis 2014. Jamais Sophie Beau, directrice générale de SOS Méditerranée et cofondatrice du projet, n'aurait imaginé une mobilisation si durable. L'histoire débute en 2014, année qui marque la fin de l'opération humanitaro-militaire « Mare Nostrum », qui avait permis de secourir pendant un an plus de 150 000 personnes en Méditerranée centrale. Une opération lancée après un naufrage au large de l'île italienne de Lampedusa, où au moins 368 personnes sont mortes. La plupart avaient fui l'Érythrée. L'émotion citoyenne était alors immense.

Sophie Beau habite Marseille. L'humanitaire, elle baigne dedans depuis toujours. « Un drame gravissime se déroulait sous nos yeux, aux portes de l'Europe. » Il fallait agir. Mais comment ? Sa rencontre avec Klaus Vogel, un Allemand de la marine marchande, sera



Le 27 janvier, l'équipage a mis en sûreté 114 femmes, hommes et enfants qui se trouvaient au large des eaux maltaises. ALIARKADY/VII/REDFUX-REA

SOS Méditerranée : « On sauve des vies, un point c'est tout »

HUMANITAIRE Ce 20 juin, Journée mondiale du Réfugié, l'ONG fête ses 10 ans. Financée à 91 % par des dons privés, elle a porté secours à plus de 42 000 personnes, malgré les obstacles toujours plus nombreux.

déterminante. Face à la défaillance des États européens, ils montent cette idée folle de sauver des gens en Méditerranée. Après tout, selon le droit maritime international et le droit humanitaire, il s'agit bien d'un devoir impératif, non ? Ils sont une poignée de bénévoles à y croire. À peine

beaucoup. Et dans le financement des actions humanitaires, aucune enveloppe n'est consacrée à la mer Méditerranée. »

À BORD : MÉDECINS, INFIRMIERS, SAGE-FEMME...

Qu'à cela ne tienne. Sophie Beau passera par le crowdfunding – le financement participatif – via la plateforme Ulule. « En six semaines, on a levé 275 000 euros. Du jamais-vu pour un projet de solidarité. » De son côté, Klaus Vogel dégote *l'Aquarius*, un navire capable d'accueillir des centaines de personnes et d'affronter la mer par tous les temps. Un an après la création de l'association, le bateau se lance dans les eaux méditerranéennes avec à son bord une équipe de professionnels : médecins, infirmiers,

Aujourd'hui, l'association, financée à 91 % par des dons privés dont 49 % de particuliers, compte plus de 900 bénévoles répartis dans 23 antennes et surmonte vaillamment les obstacles – nombreux – à sa mission première : « Sauver des vies en mer, un point c'est tout. La situation s'est largement détériorée », soupire Sophie Beau. En 2018, avec l'arrivée de Matteo Salvini au gouvernement, l'Italie transfère ses responsabilités à la Libye – où tous les exilés passés par là décrivent un enfer – pour la coordination des secours sur cette zone de la Méditerranée dans les eaux internationales. Les conséquences s'avèrent dramatiques. Plus aucun navire civil n'est informé d'un cas de détresse par les autorités libyennes, qui s'acharnent à empêcher les sauvetages. « On se retrouve à l'aveugle, avec nos jumelles, à scruter la mer », raconte l'humanitaire.

« En dix ans, nous avons développé une expertise que nous pouvons transmettre. »

SOAZIC DUPUY, DIRECTRICE DES OPÉRATIONS

les unes après les autres. Partout, le même refrain : « On ne pourra pas vous financer. » « Il y avait plusieurs raisons, dont une certainement politique. On était clivants, selon

RÉCIT

Pire, depuis l'accession au pouvoir de Giorgia Meloni en Italie, le décret Piantedosi appliqué dès janvier 2023 interdit de mener plusieurs sauvetages d'affilée. Au risque que le navire soit confisqué, amende en prime. À cela s'ajoutent des autorités italiennes désignant un port toujours plus loin pour débarquer les personnes. « Il y a cette volonté, palpable, de nous criminaliser et de nous empêcher de mener nos opérations en mer. Avec des conséquences tragiques pour tous ceux que nous ne pouvons plus secourir », tempête Soazic Dupuy, directrice des opérations. « L'équipage est confronté à ce dilemme : débarquer toujours plus au nord, sans dévier notre route, même si nous avons connaissance d'un autre cas de détresse. Sinon, on est détenus et on perd vingt jours d'opération. » Sans compter les coûts additionnels en fioul : « 300 000 euros depuis le début de l'année », détaille Soazic Dupuy.

À terre, c'est notamment l'extrême droite qu'incible SOS Méditerranée. Intimidations, agressions, harcèlement sur les réseaux sociaux, voire procès, via de soi-disant contribuables qui lancent des recours contre les subventions des collectivités territoriales (9 % des fonds de l'association). Ils dénoncent un « financement du grand remplacement » et accusent l'ONG de complicité des trafiquants d'êtres humains. « Le RN opère une vraie guérilla judiciaire, assure Sophie Beau. Mais avec notre approche butée et légaliste, nous avons obtenu une décision de jurisprudence du Conseil d'État en 2024 et nous n'avons plus eu de nouvelles attaques. »

SOUTIEN INDÉFECTIBLE DE DONATEURS ET DE BÉNÉVOLES

Il faut avoir les épaules solides dans ces conditions pour ne pas baisser les armes, comme beaucoup d'autres navires humanitaires l'ont fait. « Nous avons appris de nos erreurs et, en dix ans, nous avons développé une expertise sur le sauvetage sécurisé en mer que nous pouvons transmettre à d'autres », se félicite Soazic Dupuy.

SOS Méditerranée, c'est aussi le soutien indéfectible de donateurs, de bénévoles toujours plus nombreux, plus jeunes. Et ici, le mot famille n'est pas galvaudé. Son président, François Thomas, parle de « véritable parenthèse d'humanité ». Ce marin de formation s'est dit incroyablement bluffé par « le professionnalisme des équipes, qui se remettent sans cesse en question et sauvent des vies dans des conditions très périlleuses ». Sophie Beau puise ses forces dans cette multitude d'actions solidaires qui permettent à l'association de collecter les 24 000 euros nécessaires chaque jour pour une opération en mer. Elle œuvre afin que les mers et les océans soient enfin reconnus comme un espace humanitaire et sanctuarisé. Soazic Dupuy parlerait des heures durant de « cette force incroyable, cette résilience » des rescapés. Personne ici n'est dupe. Le changement climatique, les conflits généreront toujours plus de flux migratoires. Combien de morts en mer faudra-t-il encore pour que les États ouvrent les yeux ? ■

NADÈGE DUBESSAY

Le journal de bord de l'*Ocean Viking*

Accompagnant pendant une semaine l'équipage de SOS Méditerranée en mission de sauvetage, Jean-Baptiste Bonnet en a tiré un documentaire d'utilité publique, *Save Our Souls*, projeté ce vendredi 20 juin dans 75 salles de cinéma en France, mais aussi en Belgique, en Suisse et en Allemagne.

Save our Souls, de Jean-Baptiste Bonnet, France, 1h 21

Pour son dixième anniversaire, SOS Méditerranée fait son cinéma. Autour d'un dispositif porté par une trentaine de partenaires, l'association projette ce vendredi soir, dans 75 salles en France, *Save our Souls*, un documentaire de Jean-Baptiste Bonnet. Du 26 février au 4 mars 2023, le cinéaste est monté sur le pont de l'*Ocean Viking*, accompagnant son équipage le temps d'une mission de sauvetage en mer. Avec ce film édifiant et passionnant, il va au-delà des statistiques pour donner corps aux naufragés et aux membres de l'association qui les secourent.

Dans ce journal de bord en cinéma direct, les voix et les visages rappellent les multiples origines des volontaires

et la singularité des personnalités de ce collectif. Sur le navire humanitaire, la tension semble d'emblée omniprésente malgré le calme apparent. Avec des jumelles, les plus expérimentés apprennent aux novices à déjouer les effets d'optique, transformant la ré-

Le plus marquant reste la description clinique et sans pathos du parcours des naufragés.

flexion du soleil sur la mer en bateau en trompe-l'œil. La première alerte survient avec les tirs de sommation illégaux de la marine libyenne, menaçant l'*Ocean Viking* dans les eaux internationales. Et ce alors même que l'équipage lui annonce son intention

de rebrousser chemin. Puis arrive le sauvetage de naufragés sur leur embarcation de fortune. Dans ce film à hauteur d'hommes et de femmes, nul besoin d'esbroufe, ni d'effets de manche. Le quotidien à bord parle de lui-même et suffit amplement à montrer l'importance de l'engagement de l'association.

Le travail d'accompagnement pour expliquer aux rescapés les démarches à accomplir et le cadre légal les ramènent d'emblée dans le réel et un projet d'avenir. Mais le plus marquant reste la description clinique et sans pathos du parcours des naufragés. Chacun raconte avec une émotion contenue la mort de proches, la prison, les kidnappings crapuleux ou des sévices. Hors champ, ceux qu'on ne voit pas, disparus en route ou dans la Méditerranée, refont alors surface dans ce film d'utilité publique. ■

MICHAËL MÉLINARD

annonces classées

Passez votre annonce dans

l'Humanité + l'Humanité magazine + www.humanite.fr

Contactez
• Laure Thierry
01 49 22 74 89
laure.thierry@comediance.fr



Vacances

VOYAGES
EN PARTENARIAT AVEC
TLC THAILANDE

Circuit Thaïlande
27 novembre au 08 décembre 2025
(12 jours/09 nuits)

L'essentiel de la Thaïlande : de la trépidante Bangkok jusqu'au nord plus traditionnel de Chang Mai avec Ayutthaya, ancienne capitale classée à l'unesco

Prix ttc : dès 2819 € /pers (20 pers minimum)

Détails du programme, informations et réservations sur demande

LVJ/VLC
02 79 01 02 68 contact@lvj-voyages.com

Divers

LM
Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au
02 32 18 07 70
LMcommunication.com

ANTIQUAIRE ACHÈTE AU PLUS HAUT PRIX DU MARCHÉ !

- MONTREAU DE FOURRURE : vison, astrakan, renard, etc...
- BAGAGES DE LUXE : Hermès, Vuitton, Chanel, etc...
- ARGENTERIE : couverts et pièces de formes
- ARMES ANCIENNES : fusil, épée, pistolet, insigne, etc...
- MONTRES GOUSET ET BRACELET : Rolex, Patek, Lip, Jaeger, etc...
- INSTRUMENTS DE MUSIQUE : piano, violon, saxo, etc...
- LIVRES ANCIENS : dictionnaire, bd, missel, Jules Verne, etc...
- MACHINES A COUDRE ET POSTES RADIO
- MEUBLES ET OBJETS ANCIENS : pendules, tableaux, sculptures, luminaires, miroirs, tous mobilier anciens, etc...
- VINS ET SPIRITUÉS même périmés
- ART ASIATIQUE : porcelaine, jade, bronze, mobilier, etc...
- BIJOUX : or, argent, fantaisie, etc...
- PIÈCES DE MONNAIE : françaises et étrangères.
PAIEMENT IMMÉDIAT
Estimation gratuite et déplacement gratuit dans toute la France
M. Stéphan Christophe : **06.03.68.63.45**
stephanchristophe2@yahoo.fr



GRÈVE À ORLÉANS

Une soixantaine d'agents des services publics de la ville d'Orléans se sont rassemblés ce jeudi devant la mairie à l'appel conjoint de la CGT et de la CFDT. Ils demandent la revalorisation des salaires des agents de catégorie A et B.

PERNOD RICARD « RESTRUCTURE »

Pernod Ricard a annoncé mercredi en interne le lancement d'un plan de réorganisation et une consultation de ses personnels annonciatrice de départs. Le groupe compte 4000 salariés en France et a déjà mis des salariés en cognac au chômage partiel.

CONDUCTEURS EN LUTTE

Des conducteurs de plusieurs lignes du métro parisien vont se mettre en grève ce vendredi, à l'appel des syndicats FO, Solidaires, et du collectif la Base. Ils dénoncent des « *conditions de travail imposées, toujours plus dégradées* » et une répression ciblée.

Des vendangeurs demandent justice

PROCÈS Trois personnes et deux sociétés étaient jugées ce 19 juin par le tribunal correctionnel de Châlons-en-Champagne. Elles sont accusées d'avoir pratiqué la traite d'êtres humains dans les vignes de la Marne.

Châlons-en-Champagne (Marne), envoyée spéciale.

Savaient-ils, en montant dans ce bus un jour de septembre 2023, que le voyage les mènerait tout droit au tribunal ? Sur les bancs de la salle d'audience de Châlons-en-Champagne, plusieurs dizaines d'entre eux sont assis, la mine fermée. Ils viennent du Sénégal, de Mauritanie, du Mali et se sont rendus dans la Marne pour les vendanges, mus par la promesse d'un salaire journalier de 80 euros tant qu'il y aurait du raisin à ramasser, et par la garantie d'une chambre d'hôtel pour se reposer après les journées de labeur. Mais ces travailleurs, alors sans papiers pour une partie d'entre eux, n'auront jamais vu la couleur de ces contreparties. Pire, ils auraient été victimes de traite d'êtres humains. C'est en tout cas ce qu'a essayé de trancher le tribunal ce jeudi 19 juin.

Devant la nuée de caméras qui filment les discrets échanges qu'ils entretiennent avec leurs avocats, les prévenus ont l'air fermé, gênés d'attirer autant l'attention. Les quatre personnes sur le banc des accusés fixent silencieusement l'écran sur lequel le président du tribunal fait défiler les preuves accablantes des mauvais traitements qu'ils auraient infligés aux forçats. Les photos qui s'enchaînent montrent une maison délabrée de Nesle-le-Repons aux installations électriques dangereuses, où s'entassent des

RÉCIT



Les travailleurs esclavagisés et un de leurs avocats lors de l'audience. AURÉLIEN LAUDY / L'UNION DE REIMS / MAXPPP

dizaines de matelas gonflables au sol dans la plus totale proximité. La poignée de sanitaires souillés donne directement dans la chambre, une planche installée en équilibre précaire sur un tas de gravats fait office de cuisine.

« DANS UN ÉTAT DE FATIGUE ET D'ABANDON ÉVIDENT »

Le supplice ne s'arrêtait pas à ce bidonville. Sans contrat de travail, les 57 travailleurs qui se sont constitués partie civile ont été amassés chaque matin à l'arrière de camionnettes pour travailler plus de dix heures par jour, avec pour tout repas un plat de riz le soir et un « *petit sandwich congelé* » le midi. La majorité d'entre eux n'ont tout bonnement pas vu l'ombre d'un centime, malgré leur travail acharné. Découvertes lors d'un contrôle de l'inspection du travail le 12 septembre 2023, les quelques personnes présentes dans le logement « étaient dans un état de fatigue

et d'abandon évident. Certains se plaignaient de n'avoir pas mangé depuis deux jours et de maux de tête », énumère Lucien Masson, président du tribunal.

Le gérant d'une société viticole est le premier à passer à la barre, en qualité de représentant de son entreprise de sous-traitance. Chemise fleurie sur le dos, son apparence décontractée dénote avec l'ambiance austère du procès. À en croire les premières réponses qu'il adresse au tribunal, il ne se sent en rien responsable des conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles. Ceux-ci ont en effet été recrutés par la société Anavim et mis à sa disposition, le dédouanant, à l'en croire, de tout devoir de vigilance. « Ne trouviez-vous pas bizarre qu'on vous apporte 140 travailleurs, alors même que vous parliez de difficultés de recrutement et que vous ne demandiez que 80 salariés ? Le tout avec un tarif très concurrentiel ? »



20 juin La CGT appelle à la mobilisation pour l'industrie française à 12 h 30, devant ArcelorMittal à Dunkerque (Nord).
21 juin Manifestation contre la présence d'entreprises israéliennes au salon

du Bourget (13 heures, bourse départementale du travail à Bobigny) à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires de Seine-Saint-Denis.
23 juin Rassemblement devant le conseil départemental de l'Allier,

à 10 h 30, des agents du foyer de l'enfance de Moulins à l'appel de la CGT, contre « le harcèlement » et « la répression syndicale ». **23 juin** Grève à l'Établissement français du sang jusqu'au 30 juin à l'appel

creuse Jean-Philippe Moreau, substitut de la procureure. « Chacun gère comme il veut », répond fermement le sous-traitant. « Vous êtes viticulteur, proposeriez-vous des tarifs de 45 centimes le kilo ramassé ? » insiste la robe noire, pointant du doigt les sommes excessivement basses qu'il a versées à Avanim pour la main-d'œuvre exploitée. « Je n'ai aucun tarif à vous donner », s'obstine le mis en cause, sous les soupirs désapprobateurs du tribunal.

« JE N'AI PAS PENSÉ À PRÉVENIR LES SECOURS »

Deux employés d'Avanim, un coiffeur parisien et un trentenaire géorgien, n'endorssent pas plus leur part de responsabilité. Pourtant, eux deux sont accusés d'avoir recruté la centaine de travailleurs africains, dont un mineur, à Paris, et de les avoir conduits en bus depuis la porte de la Chapelle (Paris 18^e arrondissement) jusqu'à la maison délabrée. Puis de les avoir contraints à des conditions de travail exécrables sous la pression, voire la violence. Les deux assurent avoir été bernés par leur employeuse. Ils affirment même n'avoir pas touché un centime d'Avanim, malgré leur travail et les avances de frais, pour le bus notamment. Pourquoi ne sont-ils pas partis de la Marne après s'être rendu compte du piège supposé que la Kirghize leur tendait ? « On ne pouvait pas laisser les gens comme ça. Je n'ai jamais voulu faire ça », se désole le prévenu géorgien. « Je n'ai pas pensé à prévenir les secours », ajoute son acolyte français. Tous deux affirment qu'ils n'étaient que des travailleurs comme les autres, victimes et mus par la peur. Qu'importe si les très nombreuses contradictions de leurs récits fragilisent ce masque d'innocence.

Les aveux ne seront pas non plus sortis de la bouche de la Kirghize à la tête d'Avanim, et véritable instigatrice de ce système de traite d'êtres humains, à en croire les autres mis en cause. La maison délabrée a beau être sa propriété, elle assure sans sourciller qu'elle ne savait pas que des travailleurs y logeaient, et va dans ses auditions de garde à vue jusqu'à parler d'un squat. C'est bien sa société de prestation qui employait les 57 victimes, mais elle assure n'avoir rien su de leurs conditions d'hébergement.

Quant à l'eau et à la nourriture, « j'ai donné 1000 euros à Monsieur pour qu'il s'en occupe », affirme-t-elle en désignant son employé géorgien. Les employés sans autorisation de travail et sans déclaration préalable à l'embauche ? « Ils ne travaillaient pas pour moi », sanglote-t-elle. Qu'a-t-elle à dire à toutes les parties civiles qui attendaient de pied ferme ses déclarations ? « J'en regrette mais malheureusement, je n'étais pas au courant. J'aurais dû être plus attentive. »

Si les longs débats ont jeté une lumière crue sur le terrible système des prestataires de services qui écrase les travailleurs dans les vignes, certaines parties civiles déplorent les grands absents du procès du jour : les maisons de champagne. « Nous demandons que les donneurs d'ordre soient aussi jugés », martèle José Blanco, secrétaire de la CGT Champagne. « Ça fait des années qu'on alerte les pouvoirs publics sur le système que permet cette cascade de prestataires. Ce qu'il faudrait faire, c'est inscrire dans l'AOP le déclassement des récoltes en cas de délit de ce genre », propose-t-il. La décision du tribunal, mise en délibéré, devrait être rendue dans les prochaines semaines. ■

MARIE TOULGOAT

de tous les syndicats pour les salaires. **24 juin** Rassemblement de soutien à un élu syndical convoqué par la direction, la CGT cheminots dénonçant une « répression syndicale » (13 heures, 5, rue du Delta, Paris 9^e).



L'appareil Aarok de Turgis Gaillard conçu avec un poste de pilotage démontable. LAURENT GRANDGUILLOT / REA

Les drones, nouvelles stars de la défense à bas coût

ARMEMENT Du conflit en Ukraine au salon du Bourget, les drones redessinent le marché militaire. Le mot d'ordre ? Faire mieux, plus vite et moins cher.

Depuis la guerre en Ukraine, le marché de l'armement a totalement été bouleversé, avec l'utilisation massive de ces petits aéronefs. Les forces ukrainiennes en auraient utilisé 1 million en 2024 et entendent en utiliser plus de 4,5 millions en 2025. Au Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget (Seine-Saint-Denis), des start-up aux grandes maisons industrielles, le drone est devenu la star des armées, apprécié pour sa flexibilité, sa rapidité et surtout son prix plancher.

L'armée française ne dispose que de quelques milliers d'exemplaires. Longtemps exigeant sur les spécifications des systèmes désirés, l'Hexagone ensemble aujourd'hui revoir ses standards si cela lui permet de disposer du matériel plus rapidement et pour moins cher. La Direction générale de l'armement (DGA) mise notamment sur les drones Male – moyenne altitude, longue endurance –, capables de missions de surveillance, de renseignement et de frappe légère. Le mardi 17 juin, lors de sa visite au salon du Bourget, le

ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a annoncé la signature de cinq conventions de financement avec Aura Aero, Daher, Fly-R, SE Aviation et Turgis Gaillard. Si Daher est un nom connu, les autres sont des outsiders : des PME qui flairent l'ambaine. « Favoriser l'émission entre industriels pour faire émerger la meilleure solution dans un cadre de coûts et de délais resserrés », a précisé le ministère dans un communiqué. Le cahier des charges prévoit une démonstration de vol téléopéré, ainsi qu'un dossier technique à remettre d'ici fin 2026, pour assurer à la France une capacité opérationnelle avant 2030.

RENAULT SE LANCE

Avec moins de 10 millions d'euros sur la table, on est loin des budgets pharaoniques habituels. Pour cela, le ministre n'a pas exclu, en février, de ponctionner les pénalités de retard du programme Eurodrone d'Airbus, qui ne devrait pas être opérationnel avant 2031, quinze ans après sa notification officielle. Lors d'une audition au Sénat le 23 octobre dernier, le général Bellanger, chef

d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace, a assuré, que l'Eurodrone « tient difficilement la comparaison » avec des modèles plus récents, comme l'Aarok, « même s'il s'agit d'équipements du bas du spectre ».

Ce changement de paradigme invite une panoplie d'entreprises travaillant pour le civil à se tourner vers le marché militaire. Comme Aeotic, une PME d'Occitanie fabriquant des drones de pulvérisation pour les toitures ou buildings. L'entreprise a décroché il y a six mois un marché avec l'armée, qui s'en sert comme outil de décontamination. Les stands de fabricants de petits aéronefs explosent lors de cette édition 2025. L'objectif ? « Trouver des financements », confesse le directeur d'une TPE.

Avec cette nouvelle politique affichée par la DGA, les constructeurs automobiles en profitent aussi. C'est le cas de Renault, qui a annoncé le 8 juin avoir été contacté par le ministère des Armées français en vue de fabriquer des drones militaires, avec des lignes de production envisagées en Ukraine. ■

LÉA DARNAY

Rwanda et RDC font un pas vers la résolution du conflit dans le Kivu

ACCORD Les négociations menées sous l'égide des États-Unis et du Qatar ont permis de déboucher sur un texte qui prévoit de régler les affrontements qui ont causé la mort de milliers de personnes depuis 2025 dans l'est de la République démocratique du Congo.



Un camp de réfugiés à Kashaka, dans la périphérie de Goma, en RDC, le 3 février. JOSPIN MWISHA/AFP

Il s'agit que d'une version provisoire, mais l'avancée est décisive : ce 18 juin, un texte a été signé par les émissaires congolais et rwandais à Washington, lors de négociations menées par la sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques de l'administration Trump, Allison Hooker. C'est via un communiqué conjoint du département d'État et des deux pays africains que l'accord a été annoncé. Ils appuient sur la déclaration de principe signée le 25 avril et prévoit cinq points principaux : le respect de l'intégrité territoriale et l'interdiction des hostilités ; le désengagement, le désarmement et l'intégration des groupes armés non étatiques ; la mise en place d'un mécanisme de coordination sécuritaire, la facilitation du retour des réfugiés et des déplacés à l'intérieur de la RDC et de l'accès humanitaire ; et enfin la création d'un cadre d'intégration économique régionale.

Le communiqué indique qu'il a fallu « *trois jours de dialogue constructif portant sur les intérêts politiques, sécuritaires et économiques* » des deux pays. En réalité, voici plusieurs mois que les négociations ont lieu, car toutes les parties y ont aujourd'hui intérêt, pour des questions de politique intérieure comme de diplomatie. L'armée et le pouvoir congolais sont affaiblis, et côté rwandais, Paul Kagamé s'est attiré les foudres de certains pays pourtant proches, notamment la Grande-Bretagne. Une épine dans le pied

du président, qui a axé son action politique extérieure sur le « soft power ».

L'un des griefs majeurs, prétexte officiel de l'im-plication du Rwanda dans les guerres du Kivu, a été mis sur la table : la ques-tion des Forces démocra-tiques de libération du Rwanda (FDLR), fondées en 2000 par d'anciens gé-nocidaires hutus ayant fui en RDC à la fin du génocide des Tutsis. Un groupe dont ne subsistent en réalité que

« Toutes les parties liées au conflit dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu ont commis des violations ou atteintes aux droits humains. »

VOLKER TURK,
HAUT-COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES

quelques centaines d'éléments et qui ne constitue plus une menace pour Kigali. Le texte précise que les deux pays devront « *se coordonner de bonne foi pour identifier, évaluer, localiser et mettre fin à l'existence des éléments armés des FDLR* ». Des dispositions qui ne concernent pas que les provinces de l'est de la RDC mais l'ensemble du territoire, et qui englobent tous les groupes armés, celui des FDLR mais surtout le M23.

Le 27 juin, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Thérèse Wagner pour la RDC et Olivier Nduhungirehe pour le Rwanda, sont attendus à Washington pour une signature officielle de l'accord, en présence du secrétaire d'État américain, Marco Rubio. Ce rendez-vous pourrait être suivi d'un autre au niveau présidentiel, avec Félix Tshisekedi et Paul Kagamé reçus par Donald Trump en juillet.

L'ENJEU POUR TRUMP RÉSIDE DANS L'ACCÈS AUX MINERAIS STRATÉGIQUES

Pour son administration, ainsi que pour le Qatar, il s'agit d'une victoire diplomatique d'envergure. Mais celle-ci n'a pas grand-chose à voir avec une quelconque volonté de paix de la part du président états-unien : Donald Trump a répété à plusieurs reprises que l'enjeu pour son pays résidait dans l'accès aux minéraux stratégiques dont regorge l'est de la RDC.

Désormais, beaucoup de chemin reste à parcourir pour parvenir sur le terrain à une cessation complète des hostilités, notamment entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et le mouvement de l'Alliance du fleuve Congo-M23, la coalition politico-militaire soutenue par le Rwanda en ce qui concerne le groupe armé – même si Paul Kagamé n'a jamais reconnu officiellement son implication. Un accord de cessez-le-feu complet entre les deux parties est toujours en discussion sous l'égide de Doha. Alors, une des conditions du texte signé ce 18 juin pourra être mise en œuvre : la levée de l'état de siège en vigueur depuis 2021.

Mais il importe de rester prudent quant à un règlement définitif du conflit : les intérêts économiques et politiques demeurent l'enjeu de vives tensions. Par le passé, plusieurs accords signés n'ont pas été respectés, notamment celui signé le 23 mars 2009, et dont le non-respect est précisément à l'origine en 2012 de la création du M23, le « Mouvement du 23 mars ». La question centrale demeure : la réintégration de ces groupes armés dans les FARDC via un règlement politique et militaire. C'est ce point précis qui avait été le motif officiel de la réurgence du M23.

Le 16 juin, devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, le haut-commissaire Volker Turk avait fait part d'une situation « grave et alarmante ». Selon le diplomate, « toutes les parties liées au conflit dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu ont commis des violations ou atteintes aux droits humains, ainsi que des violations du droit international humanitaire ». L'enquête menée par la mission d'établissement des faits a conclu que le M23 avait procédé à des « exécutions sommaires et extrajudiciaires », alors que des membres des FARDC « ont tué, violé et pillé ». ■

BENJAMIN KÖNIG

Le seuil de 1,5 °C de réchauffement définitivement consumé

CLIMAT Une étude publiée mercredi par une soixantaine de scientifiques alerte sur le fait qu'une dizaine d'indicateurs sont dans le rouge. Parmi eux, la première limite fixée par l'accord de Paris de 2015 pour endiguer la hausse du mercure est jugée révolue.

« Le dépassement du seuil de 1,5 °C est désormais inéluctable », résume le chercheur émérite au CNRS, Pierre Friedlingstein. Une étude globale, publiée mercredi dans la revue *Earth System Sciences Data* par 61 scientifiques de 17 pays différents, brûle définitivement l'espoir de respecter le premier totem fixé par l'accord de Paris de 2015, à savoir limiter la hausse des températures à 1,5 °C par rapport à l'ère pré-industrielle (1850-1900), le second étant d'arriver bien en dessous des 2 °C d'ici 2100.

Il n'aura fallu que dix ans pour que la barre symbolique soit franchie : même s'il est nécessaire de mesurer les températures sur les prochaines années afin d'avaliser ce dépassement, pour la première fois, en 2024, le monde a enregistré une hausse du mercure de +1,52 °C. Une partie importante de cette augmentation (1,36 °C) est due à la seule activité humaine, souligne l'étude, à laquelle ont notamment contribué d'anciens auteurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), comme la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte. Cette mise à jour annuelle du rapport du groupe de travail 1 du Giec paru en 2021 prépare le terrain

à la prochaine synthèse, attendue en 2029.

Concrètement, il reste à l'humanité un budget carbone résiduel – droit à émettre tout en conservant 50 % de chances de contenir le réchauffement à 1,5 °C – de 130 milliards de tonnes de gaz à effet de serre (CO₂) avant de dire adieu à ce seuil. Si nous continuons d'émettre le même volume de CO₂ qu'à l'heure actuelle – 53 milliards de tonnes au niveau global en 2024 –, cette

22,8

C'est l'augmentation, en centimètres, du niveau des mers depuis 1901.

marge de manœuvre sera donc consommée dans trois ans. Avec cette même trajectoire, nous atteindrons les 2 °C de réchauffement en seulement vingt-cinq ans. D'après l'étude, « le réchauffement observé en 2024 peut encore être considéré comme une année typique, compte tenu du niveau de réchauffement induit par l'homme et de l'état de la variabilité interne associée à la phase d'El Niño et à la variabilité de l'Atlantique ».

Le rapport inclut pour la première fois d'autres indicateurs, tels que le changement

des précipitations terrestres ou l'élévation du niveau de la mer. On sait que les océans se dilatent sous l'effet du réchauffement global, et que les volumes d'eau douce augmentent du fait de la fonte des glaces. D'après les calculs réalisés, leur niveau a ainsi grimpé de 22,8 centimètres depuis 1901. Surtout, le rythme de cette hausse a plus que doublé, avec 2,6 centimètres de gagné rien qu'entre 2019 et 2024, contre moins de 2 millimètres par an depuis le début du XX^e siècle.

Il suffit d'imaginer les conséquences on ne peut plus concrètes que peut avoir une telle hausse sur les nations insulaires et les habitants du littoral pour prendre conscience de l'urgence. L'unique solution : « réduire les émissions de gaz à effet de serre le plus rapidement possible », rappelle Valérie Masson-Delmotte. Soit enterrer les énergies fossiles. À ce titre, un sondage commandé par Oxfam et Greenpeace et dévoilé jeudi est éclairant : une écrasante majorité des Français (83 %) et de la population mondiale (81 %) estiment que les entreprises qui exploitent les hydrocarbures doivent être taxées pour financer la réparation des dégâts causés par le dérèglement climatique qu'elles provoquent. ■

ANTOINE PORTOLE

La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTEURS ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ
PASS 3 JOURS À 50€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom	
Adresse	
Code postal	Ville
Tél.	E-mail
Je souhaite recevoir à mon domicile	
Pass 3 jours x 50€ =	
(frais de port inclus)	

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

- ↗ www.humanite.fr
- ↗ facebook.com/humanite.fr
- ↗ twitter.com/humanite_fr
- ↗ linkedin.com/company/lhumanite
- ↗ Compte lhumanitefr sur Instagram



l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
 Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél.: 0155 84 40 30
 E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
 Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.
 Tél.: 09 67 32 09 34.

E-mail: oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 0149 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
 Tél.: 01 49 22 74 51 (commerciale)
 Tél.: 01 49 22 74 53 (annonces classées)
 Tél.: 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
 Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication
Conseil de surveillance
 Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 18 juin 2025 26 231 exemplaires
 Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



LES VOYAGES
l'Humanité

Turquie
TRAIT D'UNION ENTRE ORIENT ET OCCIDENT

DU 24 SEPT. AU 8 OCT. 2025 • À PARTIR DE 3 825 €*

LE +

Les visites se feront en présence de Pierre BARBANCEY, journaliste de l'HUMANITÉ ainsi qu'un accompagnateur LVI.

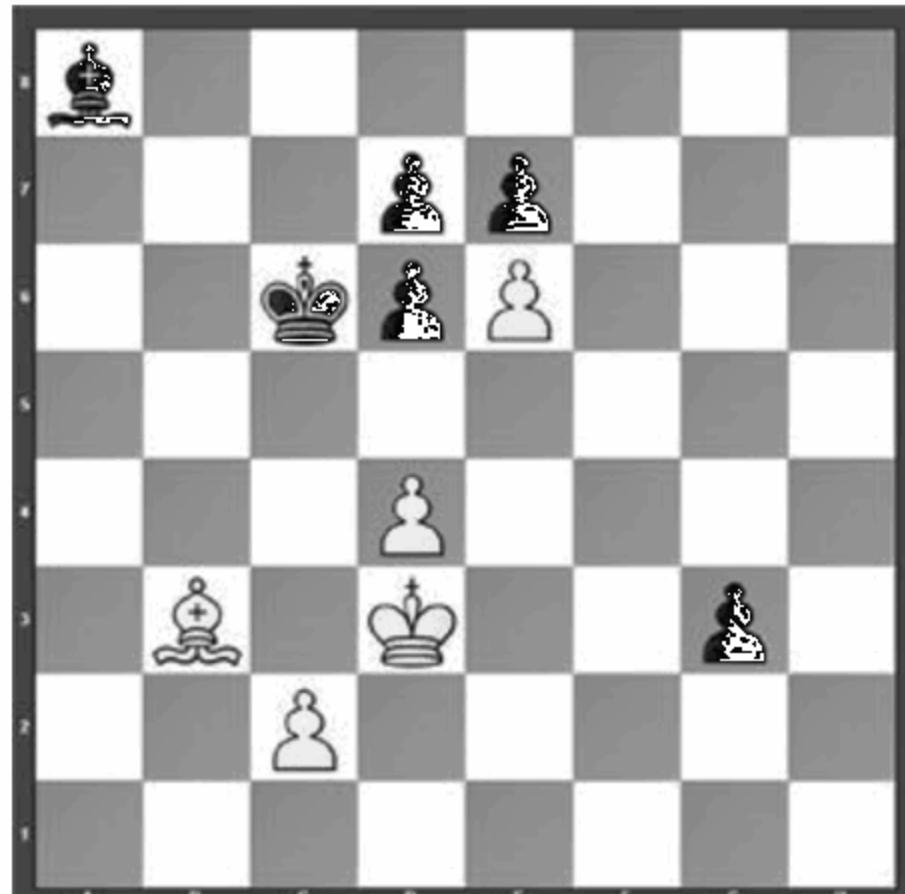
RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

LVI - TLC VACANCES
 45, rue Gustave Nicolle 76600 LE HAVRE
 Tél. 02 35 21 82 44
www.tlcvacances.fr

* Tarif basé sur un groupe de 20 personnes payantes / Réduction de 5% sur le prix du voyage pour les abonnés de l'Humanité

l'Humanité magazine **l'Humanité.fr**

LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE H. RINCK, 1905 ***
Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : 1.Fd5+!! (L...exd7 Rx d7 n'apporte rien.) 1...Rx d5 (sur : 1...Rc7 2.Fx a8 dx e6 3.Fg2+- les Blancs vont simposer avec la pièce pour les deux pions.) 2.exd7 #2

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ +- Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

Misogyne et transphobe assumé. Mercredi 18 juin, à la Maison-Blanche, alors qu'il accueillait les joueurs de la Juventus de Turin, venus aux États-Unis pour participer à la Coupe du monde des clubs, Donald Trump leur a demandé : « *Est-ce qu'une femme pourrait jouer dans votre équipe les gars ? Dites-moi.* » Silence gêné des joueurs, surpris par une telle question, et preuve s'il en fallait que la place des trans dans le sport est encore aujourd'hui très loin d'être acquise. Notamment en Amérique et plus récemment dans les pays anglo-saxons, puisque après une décision rendue par la Cour suprême du Royaume-Uni, les femmes trans ont été interdites de participer aux compétitions féminines. Jusqu'ici, selon les règles de la fédération, les femmes transgenres étaient autorisées à pratiquer à condition de présenter un taux de testostérone suffisamment bas. Ce qui, en tout, correspondait à une vingtaine de personnes sur les 2,5 millions de licenciées que compte le pays.

Edda Wolfer-Bouchareb, gardienne de but transgenre dans le club de football amateur l'Avant-Garde à Caen (Calvados), n'est pas plus étonnée que cela, elle qui mène depuis des mois un combat pour faire reconnaître administrativement sa nouvelle identité et obtenir sa licence pour jouer en compétition dès la saison prochaine avec les filles seniors en régional 1 : « *Mon combat pour l'inclusion des personnes trans dans le football est au cœur de ma vie. J'ai toujours adoré le sport, mais en France, il n'existe presque aucune visibilité pour les femmes trans dans les équipes universitaires et amateurs. Je veux changer ça.* »

« JE VEUX BRISER LES BARRIÈRES »

Passée devant le tribunal judiciaire de Caen début juin pour une première audience, la jeune femme de 27 ans a essuyé un refus des plus catégorique de la part des trois juges qui lui faisaient face : « *Je me suis présentée seule, je n'avais pas d'avocat mais j'avais préparé mon discours pour expliquer pourquoi je faisais cela. La loi est de mon côté. L'une des juges m'a finalement dit que je ne faisais pas assez féminine pour expliquer sa décision et refuser mon changement d'identité. J'ai été jugé sur mon apparence, sur mon physique, pas sur ce que je me sens et ce que je suis vraiment, c'est-à-dire une femme.* » Un dilemme pour Edda, car les femmes transgenres dans notre pays n'ont le droit de jouer en club dans une équipe féminine qu'à la seule condition que leur état civil soit mis à jour.

Ce refus, qui sera rejugé début juillet, est d'autant plus difficile à accepter pour Edda que le club l'a accueillie à bras ouverts. L'étudiante en psychologie est donc bien décidée à devenir coûte que coûte

« Un encadrant a tenu des propos très violents, sans filtre, en me renvoyant à l'image de mon corps. »

une ambassadrice des footballeuses transgenres en Normandie, et pourquoi pas plus. « *Je veux briser les barrières, m'inspirer des pionnières comme Mara Gomez, qui a ouvert la voie (une footballeuse argentine qui a été la première joueuse transgenre à évoluer en première division argentine – NDLR).* Après des démarches avec la mission égalité de mon université, des associations et le Suaps de l'université de Caen, j'ai pu faire entendre ma voix pour créer un environnement plus inclusif. »

Reste que le combat n'en est qu'à ses débuts et les personnes trans rencontrent de multiples difficultés dans leurs pratiques sportives (discriminations, vestiaires non adaptés, accès refusé à certaines compétitions...), ce qui les conduit bien souvent à arrêter. Pis encore, beaucoup pensent qu'elles ont un avantage physique et physiologique. Les études à ce sujet se contredisent et dépendent de chaque personne.

Malgré cela, pas facile de faire passer le message : « *J'ai essuyé des maladresses, du silence, parfois des remarques déplacées ou des incompréhensions. Un encadrant, par exemple, a tenu des propos très violents,*

sans filtre, en me renvoyant à l'image de mon corps. Heureusement Benoît Sauveur, le responsable de la section féminine, s'est engagé dans un véritable dialogue à ce sujet auprès de tous. »

En attendant que les mentalités évoluent et que d'autres prennent la parole, Edda va continuer son combat et ce même si elle se sent encore très seule : « *En France, il n'y a pas de figures visibles sur qui m'appuyer. Pourtant, je sais que je ne suis pas la seule. Je veux une tribune, un relais médiatique, une aide pour faire entendre ma voix et celles de toutes les autres.* » ■

ÉRIC SERRES

Edda Wolfer-Bouchareb, au nom de « touistes »

INCLUSION Gardienne transgenre du club de football amateur l'Avant-Garde, à Caen, la jeune femme mène un combat pour la reconnaissance administrative de sa nouvelle identité, afin d'obtenir sa licence auprès de la Fédération française. Mais surtout pour n'être plus jamais seule.



PORTRAIT

Début juin, la footballeuse de 27 ans s'est vu refuser son changement d'identité par la justice.

IRENE PRIGENT RADIO FRANCE

«Quand je compose, il y a une phase d'immersion»

MUSIQUE Anne Paceo ouvrira, jeudi 26 juin, le festival Jazz à Vienne avec *Atlantis*. Une plongée musicale dans les eaux chaudes et glacées qu'elle déclinera à la rentrée en album.



Du dernier opus de la compositrice s'écoulent 13 histoires qui parlent d'eau. TANGUY GINTER

T

riplement récompensée par les Victoires du jazz, dont deux fois comme artiste de l'année, la compositrice et batteuse Anne Paceo engrange les succès critiques et publics depuis plus d'une décennie en affirmant un style à la croisée des genres. Elle ajoute une pierre à son édifice avec *Atlantis*, projet musical au long cours revisité pour inaugurer le festival Jazz à Vienne, avec le conservatoire régional de Lyon et Josephine Stephenson, musicienne et arrangeuse anglo-française entendue aux côtés de Thom Yorke, leader du groupe Radiohead, de Damon Albarn, du groupe Blur, ou de la chanteuse Laura Cahen, mais aussi compositrice inspirée. *Atlantis* fera l'objet d'un album publié à la rentrée, après avoir vadrouillé dans les festivals pour atterrir, le 4 septembre, à Jazz à la Villette.

Atlantis est le fruit d'un long processus, puisque vous l'avez déjà joué en concert. Qu'est-ce qui vous a poussée à y revenir sous cette forme, avec Josephine Stephenson ?

Quand Jazz à Vienne m'a proposé cette création, je me suis tout de suite dit que Josephine était la bonne personne. Parce qu'elle a cette double culture, à la fois issue de la pop et de la musique classique et contemporaine. Elle a également cette culture de la musique répétitive que je creuse depuis des années et qui a influencé l'album.

Vous avez l'habitude de laisser mûrir vos créations, d'y revenir parfois des années plus tard. Pourquoi cette méthode ?

Ça a effectivement été le cas pour *Circles* (2016), *Bright Shadows* (2019) ou *S.H.A.M.A.N.E.S.* (2022). J'ai souvent commencé par composer une grande partie de la musique. Puis je la joue en création avec une première série de répétitions de quelques jours en résidence, avec le groupe, puis en concerts pour ensuite passer vraiment au format album. J'aime bien travailler sur des temps de création assez longs. Ça permet de prendre du recul et de voir ce qui émerge.

Qu'est-ce qui vous a poussée à vous intéresser à l'Atlantide ?

Il y a trois ans, j'ai passé un examen de plongée sous-marine et j'ai eu ce qu'on peut appeler une épiphanie. J'ai toujours aimé l'eau, mais ça m'a vraiment beaucoup travaillée et émue. Puis j'ai commencé à écrire de la musique, à écouter plein de podcasts sur la plongée, les navigateurs,

le sentiment océanique, et tout ce qui tourne autour de l'eau. Et la thématique de l'Atlantide est assez intéressante. C'est un monde qui a été englouti parce que les humains devenaient cupides. Il y a une forme de résonance avec le monde actuel, le dérèglement climatique, le sacrage de la planète. Mais l'idée première était d'explorer la thématique de l'océan, de l'eau. Cet album, ce sont 13 histoires qui parlent d'eau.

La mer, c'est aussi un rythme. Comment la batteuse que vous êtes l'a abordé ?

Je n'ai pas forcément cherché à retranscrire le son ou le rythme des vagues. Quand je compose, il y a toujours une phase d'immersion. Un moment où je vais littéralement plonger, pour le coup, écouter des podcasts, lire des livres,

etc. Puis je laisse aller. Je suis incapable de composer de la musique en me donnant des impératifs. C'est de l'ordre de l'intuitif et du sensoriel. Mais, avec cet album, je savais quelle direction précise j'avais envie de prendre. C'était pareil pour *S.H.A.M.A.N.E.S.*

Quand j'enregistre mes albums, je ne mets pas nécessairement en avant ma batterie. Chacune des personnes sur scène est là pour servir la musique avant son propre ego. C'est très important dans mon travail comme dans ma manière d'aborder la musique.

Pour chaque projet musical, vous créez de nouveaux collectifs de travail. Que vous apporte ce renouvellement permanent ?

De la fraîcheur ! J'en ai besoin parce que, à chaque projet, j'entends une couleur musicale différente. Je vais donc chercher d'autres musiciens et musiciennes. Cela me permet surtout de ne pas me répéter. C'est important pour moi d'essayer, à chaque fois, de raconter une nouvelle histoire, de poser un nouveau cadre. Et s'entourer de nouvelles personnes, c'est aussi prendre des risques. Je crois que j'aime bien ça.

Votre album *S.H.A.M.A.N.E.S.* a rencontré un succès public étonnant. Cela vous a-t-il poussé à redéfinir votre travail ?

Ça a été une surprise assez folle. D'autant que c'était le premier disque que je produisais sur mon label, en totale indépendance. Mais je dirais que non. En revanche, j'ai été très exigeante pour *S.H.A.M.A.N.E.S.* et encore plus sur *Atlantis*. Ça me crée une petite pression.

Que vous aviez sûrement déjà...

Oui, mais là, je propose un univers différent, un autre volet. Et je crois qu'avec *Atlantis*, j'ai réussi à aller à un endroit vers lequel je tendais depuis des années et dont je me rapprochais à chaque album. J'ai l'impression d'être toujours plus juste dans mon propos.

En maintenant cette esthétique hybride qui vous caractérise ?

J'ai toujours essayé de gommer les frontières. Et, dans ce disque, je mélange plein d'influences tout en essayant de tenir un propos original, qui me ressemble.

Votre formation au Conservatoire national supérieur de musique de Paris est pourtant on ne peut plus classique...

Je pense que, justement, c'est un atout. Ça a été une formation extrêmement exigeante qui m'a donné plein de clés et d'armes pour pouvoir aborder d'autres esthétiques. Mais depuis vingt-deux ans, aller jouer dans le monde entier m'a ouvert les oreilles, fait découvrir d'autres cultures, d'autres styles de musique. Tout ça nourrit mon travail. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CLÉMENT GARCIA

Jazz à Vienne, du 26 juin au 11 juillet. Concert d'Anne Paceo le 26 juin, à 20 h 30, au Théâtre antique. Rens. : jazzavienne.com



La soprano Vannina Santoni et le ténor Julien Dran emmenés par la mise en scène de Denis Podalydès, la scénographie d'Éric Ruf et les costumes de Christian Lacroix. SIMON GOSSELIN

Faust, le diabolique vertige du désir

OPÉRA Sous la direction du chef d'orchestre Louis Langrée, le chef-d'œuvre de Gounod, mis en scène par Denis Podalydès, est transcendé par une distribution haut de gamme.

Lille (Nord),
correspondance particulière.

Madame de Staël, femme politique, écrivaine, et polémiste célèbre, évoquant le *Faust* de Goethe publié en 1808, ne cache pas son éblouissement. Le compositeur Charles Gounod, également fasciné par l'œuvre de Goethe, projeta d'en composer un opéra, qu'il créera cinquante ans plus tard, en 1859. Le succès sera immédiat et durable.

C'est sa version originale qui a été présentée à l'Opéra de Lille, revue avec un soin méticuleux par le chef Louis Langrée (directeur de l'Opéra-Comique), dont la direction vigoureuse et attentive à la moindre nuance offre à l'Orchestre national de Lille une nouvelle occasion d'exposer la palette de ses multiples talents.

La mise en scène, confiée à Denis Podalydès, donne libre cours à l'action en une sorte de manège continu des péripéties dramatiques, un carrousel alternant les sentiments humains et diaboliques, et même un curieux mélange des genres, pouvant par instants côtoyer le mélodrame de

boulevard et ensuite tutoyer l'ascèse mystique confinant au drame. La scénographie astucieuse avec changements à vue d'Éric Ruf permet à l'opéra de déployer sans temps mort ses multiples facettes.

DÉLAISSÉE, MARGUERITE SOMBRE DANS LA FOLIE

Le drame on le connaît : Faust, diablement rajeuni, s'éprend de l'innocente Marguerite, lui fait une enfant, l'abandonne. Délaissée de presque tous, Marguerite sombre dans la folie, commet un infanticide et meurt sur l'échafaud, malgré la tentative bien tardive de Faust, toujours sous l'emprise de Méphistophélès, de la sauver.

Cette nouvelle production lilloise bénéficie d'une remarquable distribution, à la hauteur de l'entreprise. Faust, saisi du vertige du désir, séduit sous les traits et par la voix vibrante à la diction parfaite du ténor Julien Dran. La célèbre cavatine « *Salut ! Demeure chaste et pure...* » du II^e acte est ici immédiatement suivie d'une cabalette (inédite) au cours de laquelle il prend conscience qu'il va commettre l'irréparable... Ce double mouvement vocal et

orchestral à haute teneur émotionnelle se révèle comme un moment fort de l'opéra, justement salué par le public.

Notre héros est suivi comme son ombre par un Méphistophélès omniprésent auquel le baryton Jérôme Boutillier, sourire en coin, donne une épaisseur toute sardonique qui, dans ce manège, laisse entrevoir les affres de l'enfer.

Prise au piège, l'innocente et modeste Marguerite a peu de chances d'en sortir indemne. La soprano Vannina Santoni exprime, avec la sensibilité qu'on lui connaît, lesséments complexes qui l'agitent : fragile naissance de l'amour, éblouissement étonné lors de l'air célèbre des bijoux, déresse conduisant à la folie : la scène de l'église et celle de l'échafaud sont musicalement et scéniquement d'une beauté froide à couper le souffle. Les costumes de Christian Lacroix ne sont pas pour rien dans l'affaire et le chœur de l'Opéra de Lille y est aussi pour beaucoup. L'ensemble de la distribution est au diapason. ■

PAUL K'ROS

Faust, opéra de Charles Gounod. Reprise à l'Opéra-Comique de Paris du 21 juin au 1^{er} juillet.



DUSTY PERIN/ONOFF

AGORA

Manuel Bompard (LFI), Marine Tondelier (Les Écologistes), Stéphane Peu (PCF), Olivier Faure (PS) et Fabien Roussel (PCF), autour de Lucie Castet, candidate du Nouveau Front populaire à Matignon, en août 2024.

À gauche, la fin justifie-t-elle les moyens ?

POLITIQUE La publication de *la Meute*, l'enquête sur la France insoumise de Charlotte Belaïch et Olivier Pérou, relance le débat sur l'exigence démocratique et la place des individus dans les organisations politiques.

Enquête riche de près de 200 entretiens et s'appuyant aussi sur une importante masse de documents, *la Meute* (Flammarion, 2025), de Charlotte Belaïch et Olivier Pérou, lève le voile sur le fonctionnement de La France insoumise (LFI), très éloigné de la promesse démocratique faite par ses fondateurs. Au-delà du seul cas de LFI, ce travail questionne l'ensemble de la gauche sur les moyens de mise en œuvre de son projet d'émancipation, individuel et collectif.

La Meute décrit une organisation au fonctionnement autoritaire et totalement dévouée à Jean-Luc Mélenchon et à sa candidature à l'élection présidentielle. N'est-ce pas là l'aboutissement de la présidentialisation de la V^e République ?

Olivier Pérou Charlotte Belaïch et moi-même avons pu constater que LFI n'échappe pas à la logique de monarchie présidentielle. La mécanique de la Ve République a infusé dans tous les partis, y compris dans ceux qui revenaient de faire différemment, comme Renaissance, anciennement La République en marche, et LFI. Nous avons voulu comprendre comment fonctionne le premier parti de gauche, dont le leader n'est pas un jeune banquier qui fait irruption par surprise dans la vie politique. Jean-Luc Mélenchon a eu une autre vie, comme nous la racontons dans la première partie de notre livre. Nous avons rencontré ceux qui le connaissent de longue date et qui sont entrés avec lui au Parti socialiste. Ils témoignent de son appétence pour la mécanique de la Ve République. Ses collaborateurs alors qu'il était membre du gouvernement de Lionel Jospin rapportent qu'il était l'un des ministres les plus obséquieux.

Comment expliquez l'absence de démocratie chez LFI ?

Olivier Pérou Cela a été organisé par Jean-Luc Mélenchon lui-même. Après l'affaire Quatennens, les choses ont un peu changé avec la création de conventions nationales où la parole est un peu plus donnée aux adhérents. Mais celles-ci, comme les groupes d'actions qui organisent les militants, restent sous le contrôle de la direction, dont les membres sont tous proches de Jean-Luc Mélenchon. Les coups reçus tout au long de sa carrière au PS l'ont aussi convaincu que la forme parti est problématique. Le Parti de gauche créé en quittant le PS est encore doté de règles et d'instances démocratiques. Mais, en 2014, après une séquence électorale décevante, des voix discordantes s'y font jour et Jean-Luc Mélenchon craint de perdre la main. En 2015 s'opère alors une vraie bascule organisationnelle. Dans un entretien au *1 Hebdo*, il raconte comment on peut gagner la présidentielle avec un petit groupe déterminé. Cette stratégie du « mouvement gazeux » est rendue possible parce que les partis ne sont plus les lieux de socialisation et de foisonnement intellectuel qu'ils étaient.

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de conduire une offensive contre LFI ?

Olivier Pérou Ces réactions assez convenues sont conformes pour la direction de LFI, car elles lui permettent de détourner le regard et d'éviter de répondre sur nos révélations sur leurs manœuvres financières douteuses et les cas de violences sexistes ou sexuelles.

Roger Martelli *La Meute* est un énorme travail d'enquête, fait par des journalistes d'investigation sérieux. Si l'on n'est pas d'accord, on discute plutôt que de dénigrer. Mélenchon et la direction insoumise mettent en cause « la meute médiatique ». Ils font comme le PCF qui pendant des décennies a rejeté en bloc les critiques portant sur son fonctionnement et sur le modèle soviétique. Anticommunisme, disait-il... Il aurait dû plutôt prendre le temps de réfléchir, pour démêler le vrai du faux. Il ne l'a pas fait et il l'a payé. Si les insoumis l'imitent, ils en subiront les conséquences et avec eux tout le mouvement critique et toute la gauche. Le moment que nous vivons est trop dangereux pour la démocratie. Le contenu de ce livre est une chose, son instrumentalisation en est une autre. Il est inconvenant de faire de LFI le démon à exorciser alors que le danger est bien évidemment ailleurs. Mais si elle veut jouer son rôle, LFI doit se poser sérieusement les questions de son fonctionnement. C'est une question de morale politique et aussi d'efficacité, contrairement à ce qui se dit trop souvent.

La comparaison avec le PCF n'a-t-elle pas des limites ?

Roger Martelli Le PCF a son histoire propre, avec ses logiques à elle. Jean-Luc Mélenchon a les siennes, qui ont changé avec le temps. À rebours de ses opinions d'hier, il se dit du côté du « mouvement », parce que les partis n'ont plus la cote. Mais en fait, ce qui lui importe, c'est de disposer d'une structure dotée d'un seul objectif : prendre

OLIVIER PÉROU
Journaliste au *Monde*,
coauteur avec
Charlotte Belaïch de
la Meute (Flammarion)



ROGER MARTELLI
Historien,
directeur de *Regards*



JEAN QUÉTIER
Docteur en
philosophie et auteur
de *De l'utilité du parti
politique* (PUF)



«Cette stratégie du “mouvement gazeux” est rendue possible car les partis ne sont plus les lieux de socialisation qu'ils étaient.»

«La question décisive est de savoir comment réarticuler le mouvement social et l'alternative politique.»

«Il faudrait construire le dépérissement des directions des organisations.»

le pouvoir en remportant l'élection présidentielle. Tout tourne donc autour d'une seule idée : il ne lui a manqué que quelques centaines de milliers de voix en 2022 et le meilleur endroit pour les trouver se trouve dans les « quartiers ». Au risque d'oublier le reste de la société... Le PCF, lui, s'est toujours préoccupé des élections, mais n'a jamais considéré que c'était là la fonction principale d'un parti. Sa lecture du bolchevisme russe le conduisait certes à se penser comme une avant-garde monolithique, qui apportait de l'extérieur sa conscience révolutionnaire au monde ouvrier. Mais l'extrême centralisation qui découlait de cette idée s'accompagnait de la volonté de s'immerger durablement dans la société, pour qu'elle puisse s'émanciper elle-même. De ce fait, le communisme politique n'a pas été qu'un parti, mais une galaxie qui mêlait du partisan, du syndical, de l'associatif, de l'intellectuel et du municipal. Les communistes ont cru que leur force tenait à leur choix du modèle bolchevique ; en fait, elle résultait de ce que, en déployant toute la palette de leurs activités, les communistes étaient utiles aux catégories populaires et leur permettaient de se rassembler. Mélenchon porte la logique présidentielle à son extrême, en considérant qu'il n'y a pas de rassemblement possible en dehors de son nom et sur la base d'une hégémonie imposée à tous les autres, en creusant la différence avec eux. Non sans défauts, bien sûr, la logique du PCF était plutôt de travailler à la fois la radicalité et la recherche des majorités, l'affirmation communiste – à la limite de l'identitaire – et le rassemblement. Mais il faut savoir que, pour parvenir à cet équilibre, la démocratie pour soi-même est une condition majeure. Le PCF a eu le tort de l'oublier ; je ne souhaite pas que LFI en fasse de même. Pour une gauche qui se réclame de l'émancipation, opposer démocratie et efficacité est une erreur ; pire, une faute.

Jean Quétier On peut s'offusquer de la façon dont *la Meute* est instrumentalisée pour décrédibiliser la gauche en général. Cela n'invalider pas l'enquête qui a été faite. Elle donne accès à une matière extrêmement riche pour réfléchir sur l'organisation politique et démocratique de la gauche. Ce travail rejette des travaux menés par des politistes, comme *le Populisme de gauche*, de Manuel Cervera-Marzal (La Découverte, 2021), dans lequel on voyait poindre ce type de logique. À partir de cette enquête, un

travail précieux de réflexion et de critique sur les formes de l'organisation collective peut être conduit. Le paradoxe de LFI est d'émerger d'une critique de la forme parti, qui s'est cristallisée autour de 2017 et qui consiste à dire que les partis sont des monstres bureaucratiques du passé qu'il faut remplacer par des formes plus souples et plus démocratiques. Cette critique, qui est donc née de la forme insufficientement démocratique des partis traditionnels, se retourne pour donner une forme de légitimité paradoxale à des structures qui sont antidémocratiques. Jean-Luc Mélenchon le revendique explicitement en disant que le but, ce n'est pas la démocratie, mais l'efficacité. Il y a là un paradoxe à interroger. Les pathologies de l'organisation politique à vocation émancipatrice sont très anciennes. Elles ont été pointées au moment même de l'émergence des partis politiques, au XIX^e siècle, et notamment par Karl Marx. Il distinguait le parti, avec ses modalités saines et émancipatrices, de la secte, sa variante problématique et pathologique, avec son chef charismatique, son rapport irrationnel à la vie politique. Les premières pages de *la Meute* évoquent d'ailleurs une logique sectaire. La question de l'efficacité est mise en avant pour justifier le fonctionnement de LFI. Mais qu'entend-on ici par efficacité, si ce n'est le fait de se concentrer uniquement sur la conquête du pouvoir dans le cadre de la Ve République et de la présidentielle ? L'utilité d'une organisation politique prend d'autres formes, comme la création d'une structure de formation permettant de promouvoir un personnel politique que rien, d'un point de vue sociologique, ne prédestinait à entrer en politique. La capacité à faire émerger des dirigeants issus du monde ouvrier, avec des figures comme Maurice Thorez, mineur du Pas-de-Calais, a été la force du PCF. Ce qu'en réalité LFI ne parvient pas à faire aujourd'hui.

Olivier Pérou Je partage le constat de recherche d'efficacité à l'élection présidentielle et d'absence de vocation émancipatrice chez LFI. À force de « purger » les vieux cadres à la culture politique ancrée, Jean-Luc Mélenchon a rendu impossible l'émancipation politique des nouveaux arrivants qu'il a pourtant fait émerger. On peut citer Sébastien Delogu qui se fait remarquer par son comportement et ses coups d'éclat, dans l'Hémicycle ou sur les réseaux sociaux, plus que par le fond. Il y a aussi ■■■

■■■ eu les exemples de Rachel Keke et de Caroline Fiat, qui ont été jetées dans le bain violent de la politique sans jamais vraiment avoir été formées, et s'en sont plaintes en interne d'ailleurs.

Jean Quétier Ces exemples montrent la différence entre une simple instrumentalisation de personnalités issues des milieux populaires et un vrai travail de long terme de formation militante. Si l'objectif est de faire que le monde du travail soit présent le plus possible dans la vie politique, on ne peut pas procéder ainsi.

La France insoumise n'est-elle pas l'idéal-type de la formation entièrement dédiée à la présidentielle ?

Jean Quétier On retrouve dans LFI la logique de la présidentialisation, mais le problème est plus large. Le rapport au leader charismatique et la mobilisation prioritaire des affects plutôt que de la rationalité des personnes à qui on s'adresse sont exacerbés par la Ve République, mais ils ont une histoire bien plus ancienne. La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : faut-il considérer que la forme parti fait partie du passé ou faut-il la réinvestir en la démocratisant en profondeur, en la refondant de manière radicale ? Je plaide pour la seconde option. Il est intéressant que celles et ceux qui ont été mis à l'écart par la direction de LFI en appellent à l'instauration de règles démocratiques par l'intermédiaire de statuts, de congrès réguliers de l'organisation, où des délégués élus décident des orientations. Ces dispositifs sont les outils classiques fournis par les partis, en deçà desquels une organisation politique ne devrait pas revenir. Le revers de la souplesse gazeuse est d'avoir passé par pertes et profits ce qui pouvait à première vue sembler relever du formalisme juridique, mais qui a son importance dans les logiques d'émancipation.

Roger Martelli Pour penser l'activité politique, on a tort de prendre tels quels les concepts forgés au XIX^e et XX^e siècles. En permettant le passage d'une politique de notables à une politique de masse, les partis ont historiquement nourri la politisation populaire. Mais ils l'ont fait en calquant leurs structures sur le modèle de la centralité verticale et hiérarchique de l'État. Or, elle n'est plus en état de mobiliser des forces vives en quête d'émancipation. Mais les « mouvements » par eux-mêmes ne créent pas durablement de l'issue politique. Plus que celle de la prise du pouvoir, la question décisive aujourd'hui est de savoir comment réarticuler le mouvement social et l'alternative politique. Sur ce point, il faut réinventer et donc cultiver la patience, la modestie, le sens de l'écoute. Les partis ont toute leur place dans ce processus, mais n'ont aucune exclusivité. Et pour que l'articulation se fasse, la démocratie doit être présente dans toutes les composantes, à tout moment. Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? Non : émancipation, à tous les étages... Il n'est plus possible de penser que la fin justifie les moyens, que le volontarisme, l'esprit de groupe et la discipline de fer sont les clés de l'efficacité. Les parenthèses dans la démocratie se paient très cher. La dictature du prolétariat se voulait provisoire. Mais si on sait quand commence le provisoire, on ne sait jamais quand il finit. De fil en aiguille, les communistes russes n'ont pas brisé l'État : il en construit un, plus despote encore.

Jean Quétier Cela amène à penser le parti en lien avec la question du déperissement de l'État. Lucien Sève disait qu'il faudrait construire le déperissement des directions des organisations. Cela ne veut pas dire se débarrasser du jour au lendemain des rapports de direction et de pouvoir, cela veut dire travailler à les rendre superflus en permettant au plus grand nombre de s'investir jusqu'à ce que les échelons de direction ne soient plus que des échelons d'impulsion de l'activité. Ce qui nous place complètement à rebours du mode de fonctionnement anarcho-césariste qui, selon Manuel Cervera-Marzal, caractérise LFI. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR PIERRE-HENRI LAB

Non aux armes nucléaires

Mercredi 5 mars 2025, le président de la République a annoncé qu'il avait « décidé d'ouvrir le débat stratégique sur la protection par notre dissuasion (nucléaire) de nos alliés du continent européen ». Officiellement, « notre dissuasion » consiste, face à un ennemi qui s'en prendrait aux « intérêts vitaux » de la France, à le menacer de lui délivrer d'abord un « ultime avertissement » par une frappe nucléaire en principe limitée, puis, s'il poursuit son agression, de frapper massivement ses cités.

Cette première frappe française transformera une guerre conventionnelle en guerre nucléaire. Elle amènera quasi inéluctablement un ennemi doté lui aussi d'armes nucléaires à riposter avec les siennes, voire à la devancer en frappant lui-même en premier.

Dans les deux cas, elle entraînera un suicide collectif. Sans l'avoir jamais voulu, c'est le prix que les Français doivent payer, aujourd'hui en euros et demain de leur vie, à la « souveraineté nationale », c'est-à-dire au pouvoir exorbitant du chef de l'État. Que cette stratégie soit suicidaire, c'est ce qu'avait compris Valéry Giscard d'Estaing, qui confie dans ses mémoires s'être secrètement résolu à ne jamais prendre « l'initiative d'un geste qui conduirait à l'anéantissement de la France ».

Si, comme le voudrait M. Macron, la France devait étendre aux autres pays européens la protection imaginaire de notre supposé « parapluie nucléaire », notre anéantissement provoqué par ses

TEXTE
COLLECTIF

soins dépendrait alors de ce qui se passera pour on ne sait qui, on ne sait où, quelque part en Europe. En attendant, la France va dépenser, en 2025, 7 milliards d'euros rien que pour « moderniser » sa force de frappe qui n'en a pourtant pas besoin, alors même qu'elle doit puiser dans ses forces conventionnelles pour soutenir la résistance des Ukrainiens, et qu'elle ne parvient pas non plus à satisfaire ses besoins sanitaires, sociaux, éducatifs et environnementaux.

Nous refusons de sacrifier nos « intérêts vitaux » présents et futurs aux postulats d'une stratégie nucléaire absurde, ruineuse, foncièrement antidémocratique, illégale, criminelle et suicidaire. Nous refusons de massacrer les autres et d'être suicidés.

La France doit négocier avec les autres États concernés l'abolition des armes nucléaires et radioactives, conformément à l'article VI du traité de non-prolifération. À défaut, nous demandons que les Français soient consultés et soutenus la proposition parlementaire de loi visant à organiser un référendum d'initiative partagée sur cette question vitale. Albert Camus déclarait le 8 août 1945 : « Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison. » ■

Retrouvez la liste complète des signataires sur humanite.fr

TRIBUNE

Refaire société avec les oubliés de la politique

Albert Camus disait de la politique contemporaine qu'elle est une « machine à désespérer les hommes ». Ce sentiment, qui s'immisce depuis des années dans nos sociétés, gagne de la vitesse et du terrain. Si, pendant des années, on le liait à une forme d'exclusion sociale, économique ou culturelle, il tend désormais à toucher les citoyens sans distinction de milieu, de genre ou d'origine.

C'est en ce sens que le collectif citoyen les Paroliers s'est formé, et en ce sens que nous souhaitons mettre un coup de pied dans la fourmilière et renverser cette tendance. L'objectif est ambitieux, mais à la hauteur des enjeux de nos concitoyens.

Pour beaucoup, la République s'est mise en retrait. Des villages aux quartiers populaires des villes, des zones périurbaines aux lisières du littoral, un même sentiment traverse les habitants : celui d'avoir été laissés au bord du chemin. Oubliés.

Les liens qui existaient autrefois, les lieux de vie communs, les espaces républicains se sont défait. Le quotidien, pour beaucoup, s'est obscurci et il semble difficile de se projeter. Pour certains, c'est

TEXTE
COLLECTIF

la colère qui remplace l'espérance en des jours meilleurs.

Il faut recréer du lien, s'interroger avec humilité. Nous devons nous poser, non pas en sachant, mais en écoutant. Travailler dans la durée, dans la confiance et dans la légitimité partagée. Il faut se déplacer, s'interroger sur « qui n'est pas autour de la table », sur les sujets que l'on n'aborde jamais vraiment, mais aussi sur les sujets que l'on aborde trop souvent par la mauvaise porte d'entrée. Sortons des cases et des sentiers déjà balisés.

Nos territoires doivent être entendus dans toute leur diversité. Prendre en compte la sociologie, les spécificités locales, les tensions qui peuvent exister, la ruralité et la métropole, la jeunesse désabusée et le vieillissement invisibilisé. La mobilité n'est pas qu'un enjeu de transport, mais un facteur de mobilité sociale et de dignité et de rencontre avec l'autre.

Redonnons le pouvoir d'agir localement. Soutenons les associations et tous les acteurs locaux qui résistent sur le terrain, créent du lien et tiennent le cap. Écouter, c'est reconnaître. En vérité, retrouvons un langage commun. Des mots simples et justes, qui ne blessent ni ne méprisent. Créons ensemble un récit qui parlera à tous, sans

TRIBUNE

Jeunesse, ce que cache l'incrimination des écrans

En France, un collégien poignarde une surveillante. En Autriche, un lycéen fusille une dizaine de camarades avant de se donner la mort. Spécialistes, médias et président de la République s'accordent : les responsables sont les écrans, les couteaux en vente libre... et les parents. Comment est établi le lien entre écran et crime ? Les écrans sont utilisés pour les devoirs, écouter de la musique, communiquer entre amis, jouer en ligne, créer, acheter et, certes, pour les réseaux sociaux et leur cortège de harcèlement, dénonciations abusives et fake news, sites d'influenceurs et autres plus douteux (trafic illicite, pornographie, religieux radicaux). Certains y subliment ou déchargent leurs pulsions plutôt que de les agir dans l'espace public. Quelques autres passent à l'acte, peut-être en cédant à la suggestion numérique : mais force est de constater qu'ils sont bien plus nombreux ceux qui s'adonnent à des violences sans avoir besoin de cet appui des écrans.

Cette incrimination, dont le bien-fondé est à vérifier au cas par cas, masque d'autres raisons bien plus inquiétantes. Ne pourrait-on pas avant tout considérer le recours de plus en plus important

MARIE-JEAN SAURET
Psychanalyste
et auteur

aux écrans comme un indice de l'état du tissu social : le lien aux autres est difficile, comme est difficile la solitude qui en résulte, ce qui est atténué par le branchement perpétuel sur le portable. Dans ces conditions, ce recours généralisé au mobile est un symptôme de la dégradation du lien social : il prend acte de la rupture des liens en même temps qu'il tente de la pallier sur un mode qui l'entretient. Mais ce n'est pas la confiscation des écrans qui le restaurera.

Sur ces écrans (à commencer par celui de la télévision) comme à la radio, chacun peut voir comment « l'homme le plus puissant du monde », Trump, s'affirme non seulement comme au-dessus de la

loi, mais faiseur de lois selon son caprice. Israël, « la démocratie du Moyen-Orient », s'exempte du droit international pour s'emparer des territoires palestiniens et faire la guerre à ses voisins... pour maintenir au pouvoir un président accusé de corruption. Malgré parfois des cris d'orfraie, les gouvernements occidentaux ne bougent pas : « *L'agresseur a bien le droit de se défendre par anticipation.* »

En France, les élections législatives sont gagnées par la gauche, le président accorde la victoire à la somme des autres partis de

droite et d'extrême droite, moins menaçants pour le néolibéralisme. La justice condamne la construction d'une autoroute entamée malgré la loi, la pseudo-majorité propose une autre loi pour passer outre. Pour quelle raison, dans ces conditions, les adolescents devraient obéir à leurs parents et à l'école ? L'exemple vient d'en haut.

L'armée d'Israël a abattu plus de 15 000 enfants gazouis, outre la destruction des écoles, universités, hôpitaux. Les enfants survivants sont victimes de la famine et du manque de soins, de blessures et mutilations. Un bateau d'ONG veut attirer l'attention sur cette situation : on discute cette fois de la légalité de l'interception d'Israël – dans les eaux internationales ou non –, sans un mot pour les enfants de Gaza dont le génocide en cours se moque bien de savoir si les formes sont respectées. Notre gouvernement affirme à la fois l'injustice de la situation faite aux Palestiniens et le droit d'Israël à se défendre... et autorise la vente d'armes que l'État d'Israël, qui ne respecte rien au vu du monde, s'engagerait à ne pas utiliser à Gaza : contre

l'Iran, alors ? Notre État nous fait complice du génocide.

Comment cette situation n'impactera-t-elle pas nos enfants ? Les aime-t-on si on peut assister à un tel massacre sans tenter d'y mettre fin (boycott, rupture du traité entre Israël et l'Europe, arrêt des ventes d'armes, imposition de l'aide humanitaire...) ? Au contraire, le pouvoir multiplie les lois pour punir l'enfance délinquante, et la société développe des pratiques pour s'en protéger, no kid : au mieux ils dérangent, au pire ils sont dangereux. Rien pour l'éducatif soumis aux coupes réglées de la loi de finance. Pourquoi alors les enfants ne traiteraient-ils pas leurs différends, leurs

Ne pourrait-on pas avant tout considérer le recours de plus en plus important aux écrans comme un indice de l'état du tissu social ?

pulsions et leurs caprices comme les adultes le font, puisqu'ils ne peuvent compter sur eux et que de toute façon ils ne veulent pas de cette société – ce que le pourcentage de leurs suicides démontre ?

Dans ce contexte, la grande quantité de jeunes présents dans les manifestations en faveur des migrants aux États-Unis et chez nous en soutien aux Palestiniens – et non au Hamas – est une lueur d'espérance. ■

exclus. Ce qui tue l'espérance, c'est l'impression que, quoi qu'on fasse, rien ne change.

L'effacement n'est pas une fatalité, il est le résultat de choix politiques et économiques. C'est le produit de l'oubli. Ceux que l'on appelle « les oubliés » de la politique ne demandent qu'une chose. Ce n'est pas la charité, c'est le respect, la possibilité de construire avec, et pas à leur place.

Notre projet se veut simple et ambitieux : expérimenter dans cinq à dix territoires pilotes une démarche ouverte, participative et non descendante. Nous privilégions une approche à l'écoute, avec l'objectif d'élargir progressivement les groupes impliqués. Le temps long, la confiance mutuelle et la diversité des points de vue sont au cœur de notre méthode. Tous les participants – citoyens, élus, acteurs associatifs ou locaux – auront la même liberté d'expression et le même poids dans les échanges. L'enjeu : faire émerger un commun porté collectivement, renforcer les liens entre les acteurs et faire revivre une démocratie ancrée dans le réel.

Telle est la substance de ce projet collectif et transpartisan qui débute aujourd'hui, lequel, pour réussir, devra compter sur la mobilisation citoyenne. ■

Signataires : Bruno Defontaines, les Paroliers ; Ian Brossat, sénateur PCF de Paris ; Pierre Ouzoulias, sénateur PCF des Hauts-de-Seine ; Rémi Cardon, sénateur PS de la Somme ; Pierre Henriet, député Horizons de la Vendée ; Martin Bobel, conseiller Cese ; Lionel Deniau, représentant du collectif Handicaps au Cese.



FRANÇOISE VERGÈS

«La volonté d'effacer toute histoire sociale est au cœur du trumpisme»

EXTRÊME DROITE Au soubassement de la guerre de Donald Trump contre le savoir, analyse la politologue, on trouve une structure de déni de l'histoire des États-Unis et une obsession du profit incompatible avec les sciences et les humanités.

Historienne et politologue, Françoise Vergès est aussi une militante féministe, antiraciste et décoloniale. Ses recherches portent sur l'esclavage, la colonisation, les questions postcoloniales. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Berkeley, en Californie. Elle a enseigné à la Sussex University et au Goldsmiths College en Angleterre. En France, elle a présidé le Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage de 2009 à 2012. Elle analyse les ressorts de la violente offensive de l'administration Trump contre les sciences et les humanités.

Depuis son retour au pouvoir à Washington, Donald Trump s'en prend frontalement à la science.

Quelles sont les raisons de cette offensive ?

Il faut s'inscrire dans le temps long de l'histoire pour comprendre cette offensive contre le savoir. Les États-Unis se sont fondés sur le déni du génocide des Amérindiens et l'esclavage, sur la dépossession, l'exploitation, l'extraction, tout en proclamant être la seule «vraie» démocratie.

Cette structure de déni a été mise en cause par les humanités, les sciences humaines et sociales et les mouvements sociaux, avec un travail d'exhumation de cette histoire dissimulée, que l'extrême droite incarnée par l'administration Trump cherche aujourd'hui à remettre sous le tapis. Il existe aussi, dans l'élite blanche raciste états-unienne, un profond esprit de revanche, qui repose sur la défaite du Sud dans la guerre civile américaine. Donald Trump incarne le refus de se confronter à cette histoire, tout en s'inscrivant dans un mouvement de contre-révolution globale.

Son obsession pour le profit écarte tout à la fois les sciences de la vie et de la nature et les sciences humaines et sociales. Son discours s'articule autour d'une opposition radicale entre les forts et les faibles, qui ne devraient leur faiblesse qu'à eux-mêmes. Toute explication sociologique, historique des vulnérabilités est disqualifiée.

Parmi les cibles de l'administration Trump se trouvent justement les centres de recherche et musées de la Smithsonian Institution qui accueillent gratuitement chaque année plus de 15 millions de visiteurs. Le musée national d'histoire et de culture africaine américaine, inauguré en 2016, accusé de nuire au «récit américain», est menacé de perdre ses financements s'il ne se plie pas à l'idéologie raciste du président des Etats-Unis...

Cette attaque est emblématique : pendant très longtemps, aux États-Unis, les musées ne se sont pas du tout intéressés à cette histoire. Les Africains-Américains ont mené une âpre bataille pour la création de telles institutions, dédiées à l'histoire des luttes des communautés noires. Donald Trump veut effacer la réalité du racisme. L'asymétrie, les inégalités, les différences de classe, de race, de genre n'existeraient pas. Pour une raison simple : au fondement du néolibéralisme, il n'y a que l'individu.

Dans cette conception, je me résume à moi-même, il n'y a pas de social autour de moi et si je ne réussis pas, je ne peux m'en prendre qu'à moi-même, à mes faiblesses intrinsèques. Pour faire prévaloir cette fiction, il faut effacer tout ce qui relève de l'histoire collective, de l'histoire des forces sociales qui se confrontent. La victoire des droits civiques serait à mettre au crédit d'une prise de conscience du pouvoir, les luttes violemment réprimées qui l'ont rendue possible devraient être jetées aux oubliettes. Cette volonté d'effacer toute histoire sociale est au cœur de la politique de Donald Trump, d'Elon Musk et de tous ceux qui les entourent. Mais ils n'ont

rien inventé. Margaret Thatcher affirmait : «*La société n'existe pas. Il n'y a que des individus.*»

La Fondation nationale pour la science a transmis aux institutions de recherche une liste de mots à éviter pour obtenir une subvention. Parmi eux : «activisme», «bipoc» (pour «Noirs, autochtones et personnes de couleur»), «égalité», «inclusion», «femme», «minorités», «stéréotypes», «trauma»...)

C'est vraiment une attaque frontale contre la connaissance, le savoir, la curiosité, qui trahit une volonté de désamorcer toute interrogation sur les forces régissant les mondes sociaux. En bannissant tous ces mots traduisant des différences, il s'agit de faire oublier que je n'ai pas les mêmes chances, que je vais me confronter à des obstacles structurels si je suis femme, noire, dans la classe ouvrière. Cela obéit à la même logique de naturalisation, de normalisation des inégalités et des injustices qui conduit à démanteler, dans les universités, les programmes de diversité et d'inclusion.

Quelles sont les conséquences du démantèlement de ces programmes de diversité et d'inclusion du gouvernement fédéral, visant à chasser toute idéologie désignée comme «woke» non seulement de l'enseignement et de la recherche, mais aussi des agences de l'État?

Cette politique ne date pas d'aujourd'hui : elle a commencé sous Ronald Reagan ; elle s'est poursuivie sous des administrations démocrates, via des procédures judiciaires contre des universités accusées de pratiquer une «discrimination» vis-à-vis des personnes blanches en appliquant ces programmes de diversité et d'inclusion, via, aussi, des politiques d'asphyxie des départements d'études queer, africaines-américaines, latino-américaines. La violence de l'offensive trumpiste pour imposer un récit xénophobe, raciste, patriarcal ne doit pas nous faire oublier que les gouvernements démocrates ne se sont pas du tout montrés offensifs sur ce terrain, ni



MARTIN NOUVEL/HANS LUCAS

ENTRETIEN

dans les États ni au niveau fédéral. Il est très important de souligner cette continuité : c'est une constante bataille, les mesures de justice et d'égalité ne sont jamais acquises, elles sont continuellement remises en question.

Voyez-vous dans ces politiques une volonté de refermer la parenthèse ouverte avec la conquête des droits civiques ?

Oui, une volonté de la refermer une fois pour toutes. La révolution trumpiste se nourrit de la peur panique déclenchée par Black Lives Matter, par l'élan de solidarité, sur les campus, avec le peuple palestinien, par le déboulonnage des statues des confédérés, c'est-à-dire des généraux des armées racistes du Sud. Ces mouvements ont suscité la terreur des classes dominantes et les démocrates ont opté pour une sorte de compromis timoré avec des forces conservatrices décidées, elles, à bâillonner ces revendications égalitaires. Cette contradiction n'est pas marginale : elle est absolument centrale pour comprendre ce qui se joue aux États-Unis.

«En France aussi, des professeurs, des chercheurs sont désignés à la vindicte.»

Ces mouvements revendiquant l'égalité ne sont pas, eux-mêmes, exempts de contradictions et de limites. En acceptant des partenariats avec de grands sponsors capitalistes, Black Lives Matter s'est montré soluble dans le néolibéralisme...

Les luttes, les mouvements sociaux sont toujours traversés de débats, exposés à la fois à la répression et à la vieille tactique des pouvoirs et des élites : «diviser pour mieux régner», qui n'a rien perdu de son efficacité. Il ne faut pas mésestimer la capacité des classes dominantes à domestiquer, pacifier, récupérer les contestations en offrant à leurs acteurs des compensations matérielles ou symboliques.

Pour détruire le mouvement qui s'était levé avec les luttes pour les droits civiques et le Black Panther Party, le président Nixon avait ainsi promu, dans les années 1970, le capitalisme noir, en demandant aux banques d'ouvrir le robinet du crédit pour encourager la création d'entreprises. Le message lancé aux Noirs était : «Voyez, vous aussi vous pouvez rêver de devenir riches, milliardaires.» Il s'agissait de faire émerger

une bourgeoisie noire tournant le dos aux luttes des classes populaires.

Au mois de mai, la France accueillait le lancement de l'initiative Choose Europe for Science, en ouvrant les bras aux scientifiques américains. La France, l'Europe sont-elles des havres pour la recherche scientifique ? Si vous étiez une chercheuse américaine, choisiriez-vous l'exil ?

Si j'étais une chercheuse américaine, je choisirais de rester dans mon pays pour m'y battre avec ces jeunes étudiantes et étudiants pourchassés, déchus de leurs diplômes, réprimés pour avoir manifesté leur solidarité avec les Palestiniens de Gaza. Il faut se battre là où l'on vit, où l'on travaille. En France, le système de recherche et d'enseignement supérieur traverse une crise profonde. Des jeunes gens étudient dans des locaux vétustes, vivent dans une telle précarité qu'ils ne peuvent prendre trois repas par jour. Ici aussi, des professeurs, des chercheurs sont désignés à la vindicte, présentés comme des «wokistes», des «islamo-gauchistes». Comment la France serait-elle capable d'accueillir des chercheurs persécutés aux États-Unis quand elle-même restreint les libertés académiques, prive sa propre communauté universitaire de conditions de vie, d'études et de recherche dignes ?

Pourquoi n'ouvre-t-elle pas grand ses portes aux chercheurs palestiniens vivant quotidiennement sous la menace des bombes israéliennes ? Si de nouveaux programmes d'accueil de chercheurs étrangers prennent corps, ils ne doivent exclure personne.

Les attaques de l'administration Trump contre la science éclairent aussi un système de pensée dans lequel la frontière entre la vérité et les «faits alternatifs» est brouillée... Quels buts poursuit cette stratégie de l'extrême droite globale ?

L'idéologie de cette extrême droite globale repose sur le mensonge, sur l'idée selon laquelle la vérité n'aurait plus la moindre valeur. Là encore, ce n'est pas nouveau : historiquement, le nazisme, le fascisme ont utilisé ce levier, en désignant des boucs émissaires comme une menace à l'ordre, à la paix civile.

Aujourd'hui, cette stratégie du mensonge se déploie avec une puissance nouvelle grâce aux réseaux, aux algorithmes contrôlés par des milliardaires de la tech. La faculté de Trump et de son entourage à mentir aussi tranquillement, avec un tel aplomb, suscite la stupéfaction, mais nous devons sérieusement considérer cette donnée politique : il ne s'agit pas seulement d'une parenthèse, d'un mauvais moment qui passera. Cette stratégie du mensonge inspire l'extrême droite partout ; elle est mobilisée par le Rassemblement national en France, elle gagne des médias qui sont aux mains de milliardaires réactionnaires.

Comment affronter cette politique du mensonge, comment défaire des contrevérités émises et répercutées en quelques secondes alors que cela exige parfois des argumentations longues et complexes ?

De l'Argentine à l'Inde, en passant par la Hongrie, le monde réactionnaire offre à ces politiques du mensonge une caisse de résonance mondiale. Nous devons nous armer de patience, défaire ces contrevérités une à une, avec méthode, expliquer, imperturbablement, que les migrants, les réfugiés ne sont en rien responsables de la misère, du chômage, de la désindustrialisation. Ce travail a été abandonné par la gauche politique et sociale. Il faut le reprendre : lever le voile sur le mensonge, retrouver le terrain, renouer avec des missions d'éducation populaire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ROSA MOUSSAOUI

Dernier ouvrage paru : *Programme de désordre absolu. Décoloniser le musée*, La Fabrique, 256 pages, 15 euros.

**LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL
DUCOIN**


MAGALI BRAJARD

Boomerang(s)

MARX « Le noyau social de nos sociétés est menacé par le développement capitaliste, qui tend à rompre nos liens, empêcher qu'on les entretienne, et tend à fabriquer des êtres plus vraiment sociaux, donc plus vraiment humains. » En mesurant la portée politique de cette citation, le bloc-noteur doit bien admettre qu'il vient de réparer une erreur : celle d'avoir tardé à lire *Faire ensemble. Reconstruction sociale et sortie du capitalisme* (éditions du Seuil, 2024), du philosophe français et professeur de philosophie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne Franck Fischbach, tout récent lauréat du prix 2025 des Rencontres philosophiques de Monaco. Ce livre réjouissant, sorti à la fin de l'année dernière, traînait sur le bureau depuis des mois, laissé de côté, et chaque foisqu'il ressortait de la pile à la faveur de nouveaux arrivages, c'était en permanence une invitation à la puissance des idées. Il fallait s'y coller. Et quel bonheur ! S'inspirant de Karl Marx et de l'idéologisme allemand pour proposer une critique renouvelée du travail et des effets du capitalisme sur nos sociétés, Franck Fischbach affirme que ses lectures des philosophes allemands classiques (Hegel, Schelling, Fichte) ne se sont jamais décorrélées des enjeux politiques et sociaux de notre temps...

RÉENRACINER Si Franck Fischbach croit en effet qu'il y avait déjà dans les *Principes de la philosophie du droit* (1820) de Hegel ou dans les *Considérations sur la Révolution française* (1793) de Fichte des ressources pour regarder notre époque, il admet surtout qu'il eut vite « conscience que la descendance de Hegel, via Marx et la théorie critique de l'École de Francfort, conduisait jusqu'au XXI^e siècle ». Auteur d'un éblouissant *Manifeste pour la philosophie sociale*, en 2009, Franck Fischbach a voulu, dans tous ses travaux, réenraciner la « philosophie sociale », elle-même héritière de la

fin du XVIII^e siècle et contemporaine de la Révolution française, avant de tomber un peu en désuétude en France, contrairement à d'autres traditions nationales, singulièrement en Allemagne. Selon lui, la philosophie sociale a ainsi irrigué en France des traditions philosophiques différentes, en particulier le marxisme sous ses formes hétérodoxes (Henri Lefebvre, Cornelius Castoriadis, Guy Debord, etc.), ou encore la phénoménologie (Beauvoir, Sartre, Merleau-Ponty, etc.).

PRODUCTION Rentrions dans le vif. Pour Franck Fischbach, la question du travail est revenue comme un boomerang, vers la fin des années 1990 et au début des années 2000. Il explique : « On a cru en avoir fini avec le travail, au point qu'on a même pu parler de "fin du travail", avec Jeremy Rifkin par exemple. Jusqu'à ce qu'on comprenne que le sens véritable des transformations du travail depuis le début des années 1980 avait été d'orchestrer non pas sa fin grâce à la technologie, mais l'intensification du taux d'exploitation de la force humaine de travail grâce aux nouvelles techniques managériales. » Franck Fischbach parle non pas de « la fin du travail, mais au contraire (du) retour de l'exploitation sous des formes renouvelées ». En référence à Marx, évidemment, le philosophe français distingue « le travail » et « la production », en quelque sorte l'« impératif productif, lié à des processus qui aboutissent à nier la dimension qualitative des travaux effectués – ce que Marx appelait leur "valeur d'usage" – et à ne plus les considérer que comme des moyens d'accumuler quantitativement de la valeur ». Franck Fischbach n'hésite d'ailleurs pas à donner une dimension anthropologique dans ce qu'il nomme une « synthèse bio-sociale », de sorte qu'il existerait un rapport social rationnel entre les humains et les autres vivants. À la question : « Est-ce là l'alternative, le communisme ? », il répond : « Tout à fait. Il n'y a pas de raison justifiée de limiter l'agir coopératif aux seules sociétés humaines. » Et il précise : « La reproduction de la société est désormais subordonnée à la production économique. Dans les sociétés historiquement antérieures au capitalisme, c'était le contraire : la production économique était au service de la reproduction de la société. » À méditer, non ? ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à l'*Humanité*, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Le monde selon Trump

Paul Recoursé

Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor)

L'on a pu vouloir se rassurer en considérant les saillies verbales de Donald Trump comme des répliques dans un mauvais spectacle de clowns. Puis, vinrent les décrets dont la signature dans le bureau Ovale est mise en scène grossièrement, voulant exprimer à la face du monde le pouvoir absolu d'un dirigeant politique sans contre-pouvoirs. Les cibles visées (la recherche, la science, l'enseignement, l'écologie, les migrants qualifiés de criminels, les femmes, les LGBT, le Groenland, le canal de Panama, Cuba...) devenaient plus précises et les coups plus directement dangereux. Voilà que désormais ce président sans scrupule n'hésite pas à promettre si le besoin s'en fait sentir, la guerre civile aux États-Unis. Tout, chez cet homme, flaire le danger de plus en plus imminent pour notre propre avenir. Cessons d'être dans le seul commentaire. Agissons au plan mondial pour renforcer le camp des opposants à ces dérives mortifères. Une autre mondialisation à rebours de l'isolationnisme guerrier est possible. Construisons-la nous-mêmes. Oui, un autre monde multipolaire de solidarité et de fraternité est possible. ■

COURRIER

Je remets en question ma légitimité, mon ambition.

Je ne suis pas à ma place et l'adversaire me le fait comprendre. Je ne suis pas assez bien. Je n'ai pas fait assez d'efforts. Qui, sinon moi, est responsable de cette situation ? Nous avons évalué tout ce que je suis. Ce que je suis ne suffit pas. L'adversaire arrive. Il fait une brève interruption. « Nous venons de trouver un nouveau locataire, nous vous souhaitons bon courage pour la suite de vos recherches. »

K.-O. La recherche d'un appartement a ceci de plus cruel : elle ne révèle pas tout ce qu'elle contient. Le jugement y est omniprésent, la violence, permanente. L'adversaire, aussi violent soit-il, disparaît peu à peu, prend une forme différente et erronée, mais finit toujours par s'abattre sur la véritable victime. En France, selon une estimation de l'Union étudiante, 87 000 étudiants ont commencé leur année universitaire sans logement. Ces boxeurs improvisés ne désirent qu'une chose : déposer les gants. ■

Un coup de poing pour un toit

Mehdi Bentaha

Par Internet

Je ne l'avais pas prévu, mais je suis monté sur le ring de force. Parce que tout ça est violent. Je cherche un appartement dans la capitale, je quitte la province pour la première fois. Étudiant et rêveur, je marche sur les pas des plus grands auteurs. Disons plus simplement : je vais là où Parcoursup m'amène. On m'avait dit que c'était une recherche de logement. J'y vois un combat. Premier round : je dois constituer mon dossier. Combien gagnent vos parents ? Premier crochet. Se portent-ils garants ? Uppercut. Vos garants sont-ils propriétaires ? Esquive. Nous aimerais avoir leur avis d'imposition. Au sol. Ce n'est que le début du combat. Je ne sais pas si j'en verrai la fin. Les fiches de paie de mes parents vont donc être épluchées. Il y a un trou dans le mois de février. En mars, votre premier garant gagne moins que les autres mois. En avril, votre deuxième garant a pris des congés sans solde. Je ne suis pas responsable de leurs fiches de paie. Pourtant, elles décideront de l'issue d'un combat que je n'ai même pas choisi de livrer. Le vrai CV à 18 ans, le voici. Je finis le premier round émêché. Deuxième round :

Ruissellement

Gilbert Gaubert

Par Internet

Les Bernard Arnault, Bolloré, Bouygues ou Stépin doivent bien rire en voyant des chômeurs, des retraités, des ouvriers, des femmes isolées et précarisées voter pour les représentants du grand capital. Ces électeurs doivent sûrement croire à la fable du ruissellement alors que le seul qui leur est proposé est celui de leur front quand ils s'exténuent au travail pour des salaires de misère. Ces milliardaires peuvent payer. Il faut exiger que la France adopte la taxe Zucman qui apporterait un peu de justice fiscale dans ce pays qui est devenu le paradis des riches depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Bravo à l'*Humanité* pour sa une du jeudi 12 juin « Aidons les milliardaires à ruisseler ». ■



L'auteur, en 1961, dans son bureau. LÉON HERSCHTRITT/LA COLLECTION

Où en est-on, cent vingt ans après sa naissance, de cette figure admirée autant que détestée qu'est Jean-Paul Sartre (1905-1980) ? Que reste-t-il aujourd'hui d'une trajectoire unique, entre ruptures et continuités, qui fit de l'auteur de *la Nausée* (1938) un homme-orchestre, intervenant dans tous les domaines de la culture et de la politique ? Si plusieurs de nos contemporains s'acharnent à régler à travers lui des comptes avec eux-mêmes, Sartre continue d'incarner, aux yeux du monde, l'écrivain engagé : passant du roman au théâtre, de la phénoménologie au marxisme, de l'anarchisme au communisme, il renait à l'histoire chaque fois qu'un événement social l'y incite.

Du libertaire des années 1930, un Sartre-Nietzsche qui ne vote pas et regarde de loin les manifestations du Front populaire, au gauchiste des années 1970, un Sartre-Mao jeté par les CRS dans le panier à salade, parce qu'il vend le journal *la Cause*

du peuple dans la rue, un même point commun : un état de jeunesse permanent, un refus du prêt-à-penser, un renouveau constant des idées en situation, alors que tant d'autres se figent et voudraient l'enfermer une bonne fois pour toutes.

Se faisant porte-parole du structuralisme antihumaniste, Michel Foucault voyait en Sartre un homme du XIX^e siècle. Nous pensons, à l'inverse, qu'ils inscrit pleinement dans le XXI^e siècle. Par son rapport volontariste aux temps actuels, par le combat constant et libérateur contre les aliénations dévorantes, par l'activisme des luttes émancipatrices, Sartre reste notre contemporain radical.

LE PENSEUR ALARMERAIT SUR L'AUTORITARISME ÉLECTORAL

En Mai 68, s'adressant à la jeunesse en révolte, Sartre l'encourage à incarner l'esprit critique : « Un savoir qui n'est pas constamment critiqué n'a aucune valeur. La seule façon d'apprendre, c'est de contester. C'est aussi la seule façon de devenir un

« Un savoir qui n'est pas constamment critiqué n'a aucune valeur. »

Jean-Paul Sartre, une lucidité éclairante

ANNIVERSAIRE Le philosophe et écrivain, penseur de l'existentialisme, est né le 21 juin 1905. Son œuvre, véritable boîte à outils, conciliant Marx et Flaubert, fait écho aux luttes actuelles.

homme. » Ne donnerait-il pas le même conseil de nos jours, à l'avant-garde militante écologique, de Greta Thunberg à Paul Watson ? Et, devant la fièvre nationale-populiste qui gagne les urnes sur la planète, de Washington à New Delhi, en passant par Rome ou Buenos Aires, le penseur alarmerait sur l'autoritarisme électoral qui met en danger la démocratie. Il exposerait à nouveau ses réflexions sur la relance démocratique lorsqu'il s'interroge en 1973 : « Le seul acte politique de ma vie consiste à porter mon suffrage dans l'urne une fois tous les quatre ans ? » Forte lucidité face à l'étranglement de l'action politique, dénoncée dans un texte écrit il y a plus de cinquante ans.

De son côté, Simone de Beauvoir ferait corps avec les femmes iraniennes, après la mort en détention de Jina Mahsa Amini en 2022. La philosophie-écrivaine prendrait fait et cause pour le mouvement « Femmes, Vie, Liberté » de Téhéran. Elle défendrait le courage de femmes qui chantent dans les cafés et la rue des quatrains d'Omar Khayyam, poète du XI^e siècle opposé au dogmatisme religieux. Beauvoir soutiendrait celles qui défient le pouvoir des mollahs, eux qui interdisent de chanter en public.

Plus que jamais, la société a besoin d'un écrivain comme Sartre : il est la synthèse entre l'élan voltaïen qui défend les droits des minorités opprimées et l'égalitarisme rousseauiste. Concluant *les Mots* (1964), Sartre se veut « un homme fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui ». Il réconcilie

Stendhal et son goût pour l'Italie (Sartre y séjourne chaque année plusieurs mois, de 1946 à 1979) avec Hemingway et sa passion de l'Amérique (les deux écrivains se retrouvent à Cuba). Un jour, Hemingway serre Sartre dans ses bras et

HISTOIRE

lui dit : « Je ne suis qu'un capitaine, vous êtes un général. » Il associe Flaubert à qui il consacre *l'Idiot de la famille* (1971), roman philosophico-historique de 3 000 pages, et Marx au cœur de son puissant ouvrage théorique, *Critique de la raison dialectique* (1960), qui interroge la liberté des humains d'agir dans l'histoire.

IL INCARNE UNE CONSCIENCE REBELLE, UTILE POUR TOUTES ET TOUS

Réhabiliter et réactualiser Sartre aujourd'hui, c'est ouvrir son œuvre en laboratoire expérimental, en boîte à outils, par-delà les modes. Sa pensée influence aussi bien les luttes sociales que les combats postcoloniaux. Ses textes politico-philosophiques insufflent toujours la sociologie africaine, l'anthropologie états-unienne ou la psychiatrie européenne. De son théâtre existentiel à son autobiographie iconoclaste, il incarne une conscience rebelle, utile pour toutes et tous.

Écrivain nomade et philosophe funambule, dernier des classiques pour les uns ou premier des modernes pour les autres, auteur à la postérité contradictoire, Sartre continue de choquer, scandaliser, provoquer. Cent vingt ans après sa naissance, il ne cesse de faire entendre sa voix. ■

ALIOCHA WALD LASOWSKI
PHILOSOPHE

Auteur de *Réhabilitons Sartre*, éditions Frémeaux, 2024.

MIROIR du CYCLISME
Le vélo à visage humain

revient!

L'Humanité relance le magazine phare du cyclisme qui fut, durant plus de trente ans, la revue mythique de tous les fans de vélo.

Participez à ce projet en soutenant cette aventure. À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

Miroir du Cyclisme
au prix de 6,90 € + 3 € de frais de port*,
soit 9,90 € x exemplaire(s) = €.
Total de ma commande : €

PRÉNOM

NOM

ADRESSE

VILLE

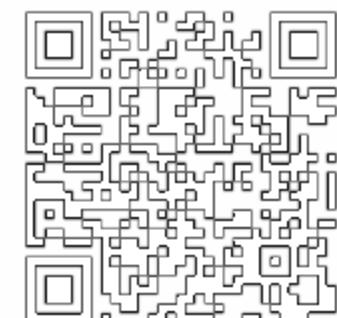
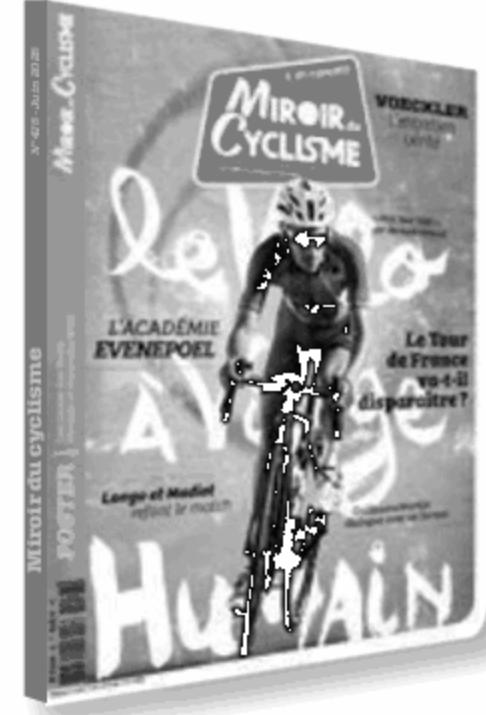
CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours en France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de *l'Humanité* à : L'HUMANITÉ / SERVICE DIFFUSION,
33 RUE DES GRANGES-GALAND - 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide
de votre smartphone

l'Humanité

l'Humanité magazine

Humanité.fr